

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/4496
18 juin 1968
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 4 de l'ordre du jour

**PRINCIPES, DIRECTIVES ET LIGNES D'ACTION DANS LE DOMAINE
DU DEVELOPPEMENT**

Compilation établie par le Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 10
PRINCIPES DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT	11 - 20
OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT	21 - 24
FACON D'ABORDER LES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT	25
Planification du développement	26 - 28
Coopération technique	29 - 32
Considérations sociales	33 - 39
Financement du développement	40 - 45
Commerce international	46 - 55
Alimentation et agriculture	56 - 63
Développement industriel	64 - 67
Energie et ressources naturelles	68 - 70

INTRODUCTION

1. A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a prié "le Secrétaire général, agissant en consultation avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les commissions économiques régionales; le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth et les chefs des secrétariats des organisations intergouvernementales reliées aux Nations Unies, selon qu'il conviendra, d'effectuer une compilation concise et systématique des divers principes, directives et lignes d'action dans le domaine du développement qui sont énoncés dans les résolutions, déclarations et textes analogues de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui lui sont reliées ainsi que dans d'autres sources pertinentes".
2. L'Assemblée a reconnu que la formulation d'une déclaration unifiée des droits et des devoirs des peuples et des nations pourrait soutenir et intensifier la coopération et les efforts internationaux en faveur du développement et pourrait aider à amener l'opinion publique à appuyer davantage le renforcement des politiques de développement. Elle a considéré que la possibilité et l'opportunité de proclamer une charte du développement, qui régirait la coopération internationale dans l'intérêt du développement économique, social et culturel, méritait plus ample considération.
3. A sa vingt-deuxième session, l'Assemblée a prié le Secrétaire général "d'activer la préparation de l'étude qui lui a été demandée dans la résolution 2218 A (XXI) de l'Assemblée générale et de présenter ladite étude à l'Assemblée, lors de sa vingt-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa quarante-cinquième session". Le rapport ci-après a été préparé en réponse à cette demande.
4. A l'origine, l'Organisation des Nations Unies a eu tendance à centrer son attention, en matière de besoins de développement et de problèmes des pays en voie de développement, sur ce que l'on considérerait comme des conditions et des

facteurs déterminants : la formation de capital, la diffusion des connaissances techniques, l'inventaire des ressources naturelles et la réforme agraire. Mais on s'est bientôt rendu compte de la nécessité d'étudier tous les aspects du développement économique d'une façon suivie, complète et systématique, afin de mieux orienter les efforts et l'utilisation des ressources en vue de favoriser le progrès économique des régions et des pays insuffisamment développés^{1/}.

5. Cette approche globale s'est exprimée toujours davantage dans les principes, directives et lignes d'action formulés par les Etats Membres dans les résolutions, déclarations et textes semblables de l'Organisation des Nations Unies et des organismes apparentés. Dans certaines de ses résolutions, l'Assemblée générale a tenté de résumer les progrès réalisés en la matière. Deux de ses résolutions sont particulièrement importantes à cet égard : celle concernant une "action concertée en vue du développement économique des pays économiquement peu développés"^{2/} et celle proclamant la décennie 1960-1970 "Décennie des Nations Unies pour le développement"^{3/}. On pourrait leur adjoindre la résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social.

6. A titre d'exemple des récents efforts entrepris pour consolider les progrès effectués dans l'application de ces divers principes, directives et lignes d'action, on a envisagé de formuler un projet de déclaration sur la coopération économique internationale. A cette fin, le Secrétaire général a préparé puis révisé un recueil d'extraits des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social énonçant des principes de coopération économique internationale^{4/}. Et un groupe de travail spécial, créé par le Conseil pour préparer un document sur ce sujet, a soumis un projet incomplet comprenant sept alinéas de préambule et huit paragraphes de dispositif^{5/}. L'Assemblée générale a alors invité le Conseil et, par son intermédiaire, le Groupe de travail spécial,

1/ Résolution 521 (VI) de l'Assemblée générale.

2/ Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale.

3/ Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale.

4/ E/3714.

5/ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-cinquième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, document E/3725.

à accélérer l'élaboration d'un projet de déclaration, soulignant qu'elle attachait "une importance particulière à la nécessité d'une déclaration sur la coopération économique internationale en tant que moyen de favoriser des relations économiques saines, stables et équitables entre tous les Etats et de stimuler les efforts en vue du progrès économique et social de tous les peuples du monde"^{6/}.

7. Le Conseil a décidé cependant que le Groupe de travail spécial ne devrait pas se réunir tant que l'Assemblée générale n'aurait pas fini l'examen du rapport de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'Acte final de la Conférence constitue une autre étape importante dans cet effort continu pour formuler une déclaration groupée de principes, de directives et de lignes d'action dans le domaine du développement. La Conférence a formulé 15 principes généraux et 13 principes particuliers destinés à régir les relations commerciales internationales et les politiques conduisant au développement et a fait de nombreuses recommandations^{7/}. Cependant, il n'a pas été possible d'atteindre l'unanimité sur tous les principes et, par la suite, les efforts déployés pour élargir les accords obtenus n'ont pas toujours été couronnés de succès.

8. En ce qui concerne les aspects sociaux du développement, il convient de mentionner le projet de déclaration sur le développement social que la Commission du développement social a adopté lors de sa dix-neuvième session en vue de le soumettre à la quarante-quatrième session du Conseil^{8/}. Dans la documentation préparée pour le Groupe de travail chargé de rédiger le projet de déclaration sur le développement social, on a attiré l'attention sur les principes relatifs au progrès social contenus dans chaque préambule de constitution des institutions spécialisées et dans les autres documents principaux traitant de la politique

^{6/} Résolution 1942 (XVIII) de l'Assemblée générale.

^{7/} Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1, Acte final et rapport (Publication des Nations Unies, No de vente : 64.II.B.11), annexe A.I.1.

^{8/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément No 5 (E/4467/Rev.1), annexe I; également publié sous la cote E/CN.5/L.348.

sociale tels que : la Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail adoptée à Philadelphie en 1944; la Déclaration du Congrès alimentaire mondial adoptée en juin 1963; la Déclaration sur l'élimination de l'analphabétisme dans la Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée en novembre 1964 par la Conférence générale de l'UNESCO^{9/}.

9. L'organisation de cette masse de textes dans la "compilation concise et systématique" demandée dans la résolution 2218 A (XXI) de l'Assemblée générale a posé quelques problèmes difficiles de choix et de présentation.

10. Le critère fondamental en ce qui concerne le choix a été que la compilation est limitée aux principes, directives et lignes d'action que les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membre des institutions qui lui sont reliées ont eux-mêmes énoncés dans des résolutions, des déclarations ou des textes analogues. On n'a pas cherché à inclure des formules sur lesquelles les gouvernements ne sont pas arrivés à un consensus général. C'est pourquoi on n'a pas utilisé toute une masse d'avis exprimés dans les études et rapports établis par les secrétariats et les groupes d'experts. On n'a pas non plus traité des questions telles que les fonctions, programmes de travail et activités opérationnelles de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées ou que la création de nouvelles institutions internationales et la coordination inter-institutions. Enfin, il convient de préciser que le terme "organisations inter-gouvernementales reliées aux Nations Unies" dans la résolution 2218 (XXI) de l'Assemblée générale a été interprété comme signifiant les organismes des Nations Unies. Comme l'Assemblée envisageait la possibilité et l'opportunité de proclamer une charte du développement, on a jugé utile de classer les documents choisis en trois sections principales : principes de la coopération pour le développement; objectifs du développement; façons d'aborder les problèmes du développement. Cet ordre est très proche de celui qui avait été adopté pour le projet de déclaration sur le développement social. Dans ce cadre, il est à prévoir que certains sujets relèveront de plusieurs sections. L'importance

^{9/} Conférence générale de l'UNESCO (treizième session), résolution 1.27.

1/11/76

Français

Page 6

croissante accordée aux ressources humaines, par exemple, en font à la fois l'objectif général du développement et un moyen essentiel d'aborder les problèmes du développement. Il faut ajouter que l'ordre adopté pour le classement des textes contenus dans la présente étude ne signifie aucunement qu'on ait voulu porter un jugement sur leur importance relative. On espère que la présentation adoptée pour cette étude sera celle qui offrira le maximum de commodité pour le Conseil.

PRINCIPES DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

11. La Charte des Nations Unies énonce les objectifs fondamentaux de la coopération économique internationale dans leurs grandes lignes. L'Article 55 de la Charte dispose notamment que "en vue de créer des conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leurs droits à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront :

- a) Le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
- b) La solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique, et autres problèmes connexes, et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;
- c) Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

Aux termes de l'Article 56 "les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation"^{10/}.

12. Les préambules de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social concernant les problèmes de développement ont cité ou suivi étroitement les termes de ces deux articles. Ils sont à la base de la conviction généralement acceptée que l'un des premiers devoirs des Nations Unies est d'accélérer le progrès économique et social des pays peu développés^{11/}. A l'appui de cette position, l'Assemblée et le Conseil ont fréquemment exprimé et souligné plusieurs principes apparentés. L'un d'eux est l'affirmation que l'économie mondiale est interdépendante, que la prospérité mondiale est indivisible et demande la coopération de tous les Etats Membres dans le cadre des Nations Unies^{12/}. Cette conviction a été résumée précédemment par la phrase :

^{10/} Voir également Art. 1, par. 3 et Art. 13, par. 1, alinéa b).

^{11/} Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale.

^{12/} Résolutions 119 (II), 1428 (XIV) de l'Assemblée générale et résolution 782 (XXX) du Conseil.

"La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous"^{13/}. D'où l'urgente nécessité de corriger les déséquilibres d'ordre économique et social qui existent dans le monde^{14/}. La même idée paraît dans les déclarations selon lesquelles le développement des pays économiquement peu développés est important non seulement pour eux, mais également pour les pays développés et pour une économie mondiale plus prospère et plus stable^{15/}. Il en résulte que les besoins économiques et sociaux des pays sous-développés demandent que l'on aborde l'ensemble des problèmes économiques et sociaux qui se posent dans le monde^{16/}. En outre, les organes des Nations Unies reconnaissent de plus en plus que le processus du développement est un tout dans lequel l'élément économique et l'élément social doivent être considérés comme interdépendants et réagissant l'un sur l'autre^{17/}.

13. Cette conviction que l'économie mondiale est interdépendante est développée dans les formules reconnaissant que le développement économique et social accéléré des pays peu développés est essentiel si l'on veut obtenir, maintenir et raffermir la paix et la sécurité internationales, et établir des relations amicales et de compréhension réciproque entre les nations^{18/}. Dès sa troisième session, l'Assemblée a reconnu que les bas niveaux de vie "causent une instabilité qui constitue un obstacle au maintien de relations paisibles et amicales entre les nations"^{19/}. Le lien existant entre le progrès économique et social d'une part et les relations paisibles et amicales entre les nations d'autre part, est cité également souvent dans le préambule des résolutions concernant divers moyens et méthodes de développement, comme le commerce et les finances internationales ainsi

^{13/} Déclaration de Philadelphie, en annexe de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

^{14/} Résolution 1428 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{15/} Résolutions 400 (V), 522 (VI), 923 (X) et 1710 (XVI) de l'Assemblée générale et résolutions 531 A (XVIII), 532 A (XVIII), 583 A (XX) et 916 (XXXIV) du Conseil. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1.

^{16/} Résolution 1428 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{17/} Résolutions 2293 (XXII) de l'Assemblée générale et 1139 (XLII) du Conseil. Voir également le paragraphe 33 du présent document.

^{18/} Résolutions 400 (V), 626 (VIII), 923 (X), 1424 (XIV), 1521 (XV), 1710 (XVI), 1785 (XVII) de l'Assemblée générale et résolutions 583 A (XX), 916 (XXXIV) et 917 (XXXIV) du Conseil.

^{19/} Résolution 198 (III) de l'Assemblée générale.

que l'échange de connaissances scientifiques et techniques. Le principe général 4 de l'Acte final de la CNUCED déclare en particulier que le développement économique et le progrès social "devraient, en accroissant la prospérité et le bien-être économique, contribuer à raffermir les relations pacifiques et la coopération entre les nations"^{20/}.

14. Il est affirmé d'autre part que le développement économique et social des pays peu développés dépend en premier lieu de leurs propres efforts^{21/}. Cela constitue la base de nombreuses recommandations adressées aux pays en voie de développement concernant les politiques et actions particulières qu'ils devront poursuivre, individuellement et collectivement, pour favoriser et faciliter le progrès économique et social. A cet égard, la coopération économique et l'expansion du commerce entre les pays en voie de développement sont particulièrement importantes car ces pays seront d'autant mieux justifiés à demander un effort de coopération internationale de la part des pays développés qu'ils coopéreront déjà entre eux. Ces matières sont traitées dans cette étude sous la section "Façon d'aborder les problèmes du développement".

15. C'est un principe non moins généralement admis que les efforts nationaux des pays en voie de développement doivent être complétés et renforcés par une action internationale constructive. En particulier, "les pays hautement industrialisés ont la responsabilité reconnue de faire tous les efforts appropriés pour aider à accélérer le développement économique des pays en voie de développement et des pays sous développés"^{22/}. Dans le Principe général 5 de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement il est déclaré que "les pays développés doivent aider les pays en voie de développement à accélérer leur progrès économique et social, coopérer aux mesures prises par ces pays en vue de diversifier leur économie et encourager à cette fin les ajustements nécessaires dans leur propre économie"^{23/}. Les recommandations faites aux pays développés,

^{20/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1.

^{21/} Résolutions 400 (V), 1522 (XV), 1707 (XVI), 1711 (XVI), 2209 (XXI) de l'Assemblée générale et résolution 923 (XXXIV) du Conseil.

^{22/} Résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale.

^{23/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1. A sa deuxième session, la CNUCED a réaffirmé que "le développement économique exige de la part des pays en voie de développement et des pays développés des efforts qui se renforcent mutuellement". Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 27 (II).

en particulier dans les domaines du commerce, des finances et de la coopération technique, reposent sur l'acceptation de leur part de la responsabilité de coopérer en vue d'accélérer le progrès économique et social des pays peu développés et figurent également dans le présent document dans la section sur la façon d'aborder les problèmes du développement.

16. On a reconnu également qu'il existait des différences entre les caractéristiques et les degrés de développement des pays en voie de développement et que "les problèmes particuliers auxquels les pays en voie de développement les moins avancés se heurtent dans leurs efforts pour accélérer leur progrès économique et social" appellent des mesures internationales spéciales "adaptées aux situations particulières et aux problèmes spécifiques de ces pays" pour les mettre mieux à même de profiter pleinement des mesures générales prises en faveur de tous les pays en voie de développement^{24/}. On a convenu toutefois qu'aucune mesure spéciale prise en faveur des pays en voie de développement les moins avancés ne devrait avoir pour but de créer une discrimination entre les pays en voie de développement, mais que l'objectif de ces mesures devrait être d'assurer les avantages appropriés au moins avancés d'entre eux, de sorte que tous les pays en voie de développement puissent bénéficier d'avantages équitables. Parmi les domaines d'action où des mesures spéciales de ce genre paraissent particulièrement appropriées, on peut citer : la politique relative aux produits de base; les articles manufacturés et semi-manufacturés; le financement du développement; l'intégration économique régionale, les invisibles et les transports maritimes; la promotion du commerce; et une assistance technique et financière spéciale. Etroitement liées à ce principe demandant des mesures spéciales pour les moins avancés des pays en voie de développement sont les mesures spéciales dont on est convenu à la première et à la deuxième session de la CNUCED en faveur des pays en voie de développement sans littoral^{25/}.

^{24/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 24 (II). Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1, quinzième Principe général.

^{25/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.2, et Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 11 (II).

17. Un autre principe directeur pour la coopération et l'assistance internationales pour le progrès économique et social des pays peu développés est que ce progrès devrait contribuer à sauvegarder et à renforcer leur indépendance^{26/}. Dans sa résolution 916 (XXXIV), le Conseil économique et social a constaté "qu'il est essentiel que les pays peu développés consolident leur indépendance économique". Un objectif essentiel énoncé pour le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies est d'aider les pays peu développés "à renforcer leurs économies nationales, grâce au développement de leurs industries et de leur agriculture, afin de favoriser leur indépendance économique et politique dans l'esprit de la Charte des Nations Unies^{27/}".

18. Une conséquence logique de ce principe est l'inadmissibilité des ingérences dans la sphère des droits souverains et de la personnalité des Etats étant donné que tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté et que, en vertu de ce droit, ils peuvent "déterminer librement leur statut politique et poursuivre librement leur développement économique, social et culturel"^{28/}. Cette interdiction s'applique non seulement à l'intervention armée mais également à l'application ou à l'encouragement "de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains ou pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit". Le premier Principe général de l'Acte final de la première session de la CNUCED déclare que "les relations économiques entre les pays, y compris les relations commerciales, seront fondées sur le respect du principe de l'égalité souveraine entre les Etats, de l'autodétermination des peuples et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays"^{29/}.

^{26/} Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.3.

^{27/} Résolution 222 A (IX) du Conseil économique et social.

^{28/} Résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale.

^{29/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1. Un pays a voté contre et deux se sont abstenus sur ce principe. Le principal point de désaccord semble avoir été la question juridique de savoir si le principe de l'égalité souveraine des Etats, des peuples du droit à l'autodétermination et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays devait être placé au-dessus de la Charte des Nations Unies et de toute norme de droit international positif, leur être associé ou même leur être subordonné.

L'Assemblée et le Conseil ont déclaré très nettement que l'assistance technique, financière ou sous toute autre forme, multilatérale et bilatérale, ne devait pas être subordonnée à des conditions inacceptables, de caractère politique, économique, militaire ou autre pour le pays bénéficiaire^{30/}. Cette assistance émanant du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial "ne devra permettre aucune ingérence étrangère d'ordre économique ou politique dans les affaires intérieures du pays intéressé et ne devra être accompagnée d'aucune condition d'ordre politique"^{31/}.

19. La non-ingérence suppose également le respect du droit souverain de chaque Etat de disposer de ses richesses et de ses ressources naturelles, conformément aux droits et devoirs des Etats en droit international^{32/}. L'article 1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels déclare notamment : "pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance".

20. Il faut mentionner enfin la considération évidente que le progrès économique et social dépend de la paix et de l'ordre dans la communauté internationale tout en étant essentiel à leur maintien. Cette condition n'est pas purement négative, dans le sens d'une absence de conflit réel ou de menaces d'emploi de la force, mais plutôt positive, se basant sur le respect et la compréhension réciproques. Afin d'atteindre cet objectif, l'Assemblée et le Conseil ont demandé par plusieurs résolutions l'élimination de divers états de faits qui nuisent ou font obstacle au progrès économique et social, à la coopération et à la paix internationales. Ils ont attiré l'attention, par exemple, sur les effets favorables qu'aurait le désarmement^{33/}.

^{30/} Résolutions 525 (VI) et 1515 (XV) de l'Assemblée générale, résolution 425 (XIV) du Conseil.

^{31/} Résolutions 304 (IV) et 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, résolution 222 A (IX) du Conseil. Voir également résolution 27 (IV) du Conseil.

^{32/} Résolutions 523 (VI), 626 (VII), 1314 (XIII), 1515 (XV), 1514 (XV), 1803 (XVII), 2158 (XXI) de l'Assemblée générale; résolution 1139 (XLI) du Conseil. Voir Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1, troisième Principe général.

^{33/} Résolutions 1516 (XV), 1710 (XVI), 1837 (XVII) de l'Assemblée générale et résolution 982 (XXXVI) du Conseil.

L'Assemblée a également reconnu que "la discrimination raciale et l'apartheid, partout où ils sont pratiqués, constituent une entrave sérieuse au développement économique et social et sont un obstacle à la coopération internationale et à la paix^{34/}. Toutes les formes d'esclavage ont été condamnées^{35/}, et l'abolition du colonialisme a été demandée par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale étant donné que "le maintien du colonialisme empêche le développement de la coopération économique internationale, entrave le développement social, culturel et économique des peuples dépendants et va à l'encontre de l'idéal de paix universelle des Nations Unies".

^{34/} Résolution 2142 (XXI) de l'Assemblée générale. Voir également le préambule de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, contenue dans la résolution 1904 (XVIII) de l'Assemblée générale et Déclaration sur la politique d'apartheid de la République sud-africaine, adoptée à l'unanimité par la Conférence internationale du Travail le 8 juin 1964.

^{35/} Résolutions 1126 (XLI) et 1232 (XLII) du Conseil. Voir également le Pacte international sur les droits civils et politiques, art. 8.

OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT

21. Conformément à l'Article 55 de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres de l'ONU et des institutions apparentées se sont constamment préoccupés de favoriser le relèvement des niveaux de vie et l'amélioration des conditions de vie des populations. Nombreuses sont les résolutions et déclarations^{36/} qui ont été adoptées dans cette intention. La résolution 731 J (XXVIII) du Conseil économique et social note "qu'est accepté le postulat fondamental selon lequel le but ultime du développement social et économique est le bien-être de l'individu". On en déduit logiquement, et cela a parfois été déclaré de façon explicite, que le développement devrait servir les intérêts de toute la population des pays intéressés^{37/}. Il s'ensuit que "si les privilèges, la richesse et la pauvreté extrêmes, ainsi que l'injustice sociale persistent, l'objectif de développement ne peut être atteint". De même, "si l'aspect social et culturel du développement est méconnu, le progrès économique à lui seul ne peut assurer des bienfaits durables^{38/}. En d'autres termes, des niveaux de vie plus élevés et de meilleures conditions de vie impliquent des objectifs sociaux et culturels aussi bien que des objectifs économiques. Comme il a été dit, "le concept de développement doit comprendre les facteurs économiques et sociaux aussi bien que les valeurs morales et matérielles qui conditionnent l'épanouissement de l'être humain et sa dignité dans la société^{39/}".
22. Les objectifs spécifiques du développement ont invariablement été associés au concept de "progrès social". On a fréquemment mis l'accent sur l'interdépendance du progrès social et du développement économique. En fait, le progrès social est

^{36/} Voir par exemple la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (1962).

^{37/} La résolution 206 (IX) de la Commission économique pour l'Amérique latine considère que l'objectif ultime de la politique de développement "est d'assurer un relèvement continu du niveau de bien-être économique et social de toute la collectivité". Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport.

^{38/} Ibid.

^{39/} Conférence générale de l'UNESCO (douzième session), résolution 8.1.

envisagé comme "une fin en soi aussi bien qu'un moyen de favoriser le développement économique"^{40/}, et pour atteindre les objectifs du développement économique, il importe "de tenir dûment compte des aspects humains et sociaux de ce développement"^{41/}. Cela suppose que l'on croit à l'importance du respect de la dignité humaine. Aussi, une action pratique concertée des Nations Unies dans le domaine social devrait viser à "instaurer de meilleures conditions de vie pour l'homme et garantir le respect de sa dignité"^{42/}. Aux termes de la résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social "le but suprême de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine social est d'aider à préparer un avenir meilleur pour l'homme en améliorant son bien-être et en garantissant le respect de sa dignité".

23. Comme il est indiqué en termes généraux, l'objectif ultime du développement est d'améliorer les conditions de vie de l'homme et de garantir le respect de sa dignité. Toutefois, cet objectif ultime suppose en fait un certain nombre d'objectifs distincts qui sont résumés comme suit dans la résolution 1139 (XLI) du Conseil :

- a) Eliminer la faim et élever les niveaux de santé et de nutrition^{43/};
- b) Elever les normes sanitaires et assurer des services de santé répondant de façon satisfaisante aux besoins de la population tout entière^{44/};

^{40/} Résolution 1392 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{41/} Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale.

^{42/} Résolution 2215 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{43/} Voir également l'art. 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme; l'art. II du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale, la déclaration du Congrès mondial de l'alimentation et la résolution No 12/65 de la Conférence de la FAO : Amendement au préambule de l'Acte constitutif. Voir également la résolution No 5/63 de la Conférence de la FAO et la déclaration de la Conférence de la FAO sur l'Année internationale des droits de l'homme, en date du 23 novembre 1967.

^{44/} Voir également la résolution 1226 (XLII) du Conseil économique et social, la résolution 1283 (XIII) de l'Assemblée générale, l'art. 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé.

c) Eliminer l'analphabétisme, développer et améliorer l'enseignement général et professionnel à tous les niveaux, et ouvrir plus largement à tous les groupes de la population l'accès à l'éducation et à la culture^{45/};

d) Eduquer les jeunes par les moyens d'information de masse et autres méthodes éducatives dans un esprit de paix pour lutter contre les influences qui aboutissent à des tendances sociales regrettables et à la délinquance juvénile^{46/};

e) Elever le niveau de l'emploi et celui des revenus dans les zones rurales et urbaines, en veillant en particulier, le cas échéant, à assurer aux jeunes des possibilités d'emploi^{47/};

f) Améliorer les conditions de logement et les services collectifs, notamment pour les groupes à faible revenu, réaménager les zones urbaines et planifier en vue de la croissance future des villes^{48/};

g) Assurer des services de protection sociale et le bénéfice de régimes complets de sécurité sociale pour maintenir et améliorer le niveau de vie des familles, des individus et des groupes spéciaux, y compris les infirmes, en s'attachant particulièrement aux services en faveur des mères qui travaillent,

^{45/} Voir également les art. 26 et 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les art. 13 et 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'art. 9 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et les résolutions 2043 (XX) et 2192 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{46/} Voir également le préambule et les principes I à VI de la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, la résolution 1394 (XIV) de l'Assemblée générale et la résolution 830 (XXXII) du Conseil.

^{47/} Voir également l'art. 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les art. 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, partie III, l'art. 10 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la résolution 835 (XXXII) du Conseil, et la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant la politique de l'emploi, (1964).

^{48/} Voir également les résolutions 1508 (XV) et 1917 (XVIII) de l'Assemblée générale et la résolution 1086 C (XXXIX) du Conseil et la résolution 4.19 de l'Assemblée mondiale de la santé.

à l'adoption de mesures adéquates en faveur de l'enfance, ainsi qu'au renforcement et à l'amélioration de la qualité de la vie familiale^{49/}.

24. Les objectifs énoncés ci-dessus sont des buts sociaux et leur réalisation est un moyen de promouvoir le respect de la dignité humaine^{50/}.

^{49/} Voir également l'art. 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'art. 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les résolutions 1086 F (XXXIX) et 1140 (XLI) du Conseil.

^{50/} Les principes de la dignité humaine et de la justice sociale ont été énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans d'autres déclarations et pactes, notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration des droits de l'enfant, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

FACON D'ABORDER LES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT

25. Les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées dans le domaine du développement reflètent de plus en plus une prise de conscience du fait que le processus de développement implique un ensemble de modifications structurelles du milieu dans lequel vivent les hommes. Aucune façon d'aborder les problèmes du développement n'est suffisante en soi. Des changements sont simultanément nécessaires dans de nombreux domaines et les moyens et méthodes adoptés pour encourager et faciliter le développement doivent assurément être liés les uns aux autres. Ainsi, il n'est pas possible de dégager des principes, directives et lignes d'action énoncés par l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées [un système de priorités cohérent en matière de politique de développement]. D'une façon générale, on a eu peut-être tendance à accorder un rang de priorité élevé à un grand nombre d'éléments. En conséquence, l'ordre dans lequel les différentes façons d'aborder les problèmes du développement sont examinées dans le présent chapitre n'implique aucun jugement quant à leur importance relative ou au caractère plus ou moins constructif des efforts déployés par les Etats Membres de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. Les approches présentées sont celles que reflètent le plus fréquemment les résolutions, déclarations et textes analogues.

Planification du développement

26. Un trait saillant des progrès accomplis dans le cadre de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées en ce qui concerne la formulation de principes directeurs en matière de développement, c'est l'acceptation définitive de l'idée "qu'une planification économique adaptée à la situation et aux besoins particuliers de chaque pays en voie de développement est l'une des principales conditions de son développement économique et social rapide^{51/}". On reconnaît désormais que la planification du développement est un moyen important d'organiser les efforts de

^{51/} Résolution 979 (XXXVI) du Conseil économique et social; résolution 1939 (XVII) de l'Assemblée générale. Voir également la résolution 1152 (XLI) du Conseil.

manière rationnelle et systématique^{52/}. Les pays peu développés devraient donc "établir et exécuter des plans nationaux de développement complets et cohérents, afin de construire leur société selon leurs principes propres"^{53/}. Cette conception est devenue la condition sine qua non d'une action efficace dans tous les grands domaines du développement où s'exerce l'action de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées.

27. C'est pourquoi l'on accorde une importance croissante aux moyens propres à améliorer les techniques et méthodes de la planification. Il est clair que les pays en voie de développement doivent accorder une attention particulière aux moyens permettant de rassembler, de collationner, d'analyser et de diffuser les statistiques et autres données nécessaires pour organiser et mesurer le progrès économique et social^{54/}. A cet égard, le Conseil économique et social a souligné qu'il était important de perfectionner les concepts et les techniques de la mesure du développement social^{55/}, et il a signalé l'importance des études de main-d'oeuvre comme moyen d'éviter le gaspillage de ressources rares^{56/}. On s'accorde de plus en plus à reconnaître l'intérêt des projections économiques pour la formulation de plans et de politiques à long terme^{57/}. Comme dans tous les autres secteurs du développement, les pays en voie de développement doivent donner à leur personnel la formation voulue en matière de méthodes et techniques du développement, et il s'agit là pour ces pays d'une urgente nécessité^{58/}. Au niveau régional notamment, on a beaucoup insisté sur l'utilité d'une coordination ou

^{52/} Résolution 1259 (XLIII) du Conseil économique et social.

^{53/} Résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale; voir également la résolution 984 (XXXVI) du Conseil.

^{54/} Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Au sujet de certains principes particuliers concernant les mesures à prendre pour améliorer les données et services statistiques, voir les résolutions 154 (VIII) et 196 (IX) de la CEPAL.

^{55/} Résolution 830 A (XXXII) du Conseil économique et social.

^{56/} Résolution 906 (XXXIV) du Conseil économique et social.

^{57/} Résolution 1517 (XV) de l'Assemblée générale; résolutions 979 (XXXVI) et 1079 (XXXIX) du Conseil. Au sujet des mesures particulières visant à améliorer la portée, l'organisation et les méthodes de la planification, voir les résolutions 233 (X) et 263 (XII) de la CEPAL.

^{58/} Résolution 1939 (XVIII) de l'Assemblée générale.

d'une harmonisation des plans nationaux de développement pour profiter des avantages de l'intégration économique sous-régionale et régionale^{59/}.

28. Mais dans toutes ces questions il faut tenir compte du fait "que la réalisation de plans doit être considérée comme une partie intégrale des activités de la planification"^{60/}. Aussi a-t-on attiré l'attention sur l'utilité de renforcer l'appareil existant et les activités déployées pour l'élaboration et l'exécution des plans^{61/}. C'est en partie pour cette raison que "l'existence de structures administratives solides et d'une administration publique saine est une condition essentielle du progrès des pays en voie de développement"^{62/}. Les pays en voie de développement devraient donc tenir compte tout spécialement, lors des divers travaux, enquêtes et activités dans le domaine du développement économique et social et de la planification, des divers aspects des problèmes d'administration publique, en particulier du nombre, de la qualification et de la formation du personnel des administrations publiques; et de l'importance de mesures visant à renforcer des institutions administratives stables et bien conçues aux échelons central, régional et local^{63/}. En outre, les pays en voie de développement ne devraient pas négliger l'importance de la participation populaire à la planification et à la mise en oeuvre du développement, y compris la question des stimulants dans l'industrie et l'agriculture^{64/}. Cette considération explique en partie l'importance qui est généralement accordée, depuis quelques années, à la nécessité d'une utilisation plus active des ressources humaines^{65/}.

^{59/} Voir par exemple la résolution 263 (XII) de la CEPAL; la résolution 145 (VII) de la CEA; la résolution 86 (XXIII) de la CEAEQ. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.III.8 et le par. 48 du présent document.

^{60/} Résolution 1079 (XXXIX) du Conseil économique et social.

^{61/} Résolution 1259 (XLII) du Conseil économique et social. Voir également la résolution No 11/65 de la Conférence de la FAO.

^{62/} Résolution 907 (XXXIV) du Conseil économique et social. Voir également la résolution 681 (XXVI) du Conseil économique et social.

^{63/} Résolution 987 (XXXVI) du Conseil économique et social.

^{64/} Résolution 1143 (XLI) du Conseil économique et social. Voir également la résolution 191 (IX) de la CEPAL et la résolution III adoptée par l'OIT lors de sa quarante-huitième session en ce qui concerne le concept de la prise de décision démocratique dans la programmation et la planification du développement économique et social.

^{65/} Voir les par. 37 et 38 du présent document.

Coopération technique

29. L'un des objectifs de l'aide aux pays peu développés est d'améliorer leur connaissance des techniques modernes et leur aptitude à utiliser ces techniques^{66/}. Il s'ensuit, entre autres choses, qu'il faut leur faciliter l'accès des connaissances scientifiques et techniques et accroître leurs ressources en personnel qualifié possédant une instruction et une formation appropriées.

30. Il est universellement reconnu que la science et la technique, à condition d'être bien adaptées et appliquées aux conditions locales, peuvent apporter une immense contribution à l'oeuvre de développement^{67/}. Il est donc nécessaire, de toute évidence, d'intensifier la recherche et la démonstration, ainsi que d'autres efforts, pour exploiter les possibilités scientifiques et techniques dont on peut attendre une accélération du développement économique et social^{68/}. A cet effet, on a souligné le rôle important des institutions de recherche scientifique et de la formation de personnel scientifique local dans les pays en voie de développement^{69/}. C'est ainsi qu'en 1963, le Congrès mondial de l'alimentation, dans le cadre de la lutte contre la faim, a recommandé aux pays peu développés de prendre des mesures énergiques et rapides "pour l'utilisation maximum de l'ensemble des connaissances scientifiques et techniques, ainsi que pour la promotion de la recherche à court terme et à long terme adaptée aux conditions et aux besoins des pays en voie de développement"^{70/}. La création de centres nationaux de productivité peut tout particulièrement favoriser la recherche et la diffusion de renseignements touchant l'amélioration des méthodes et des techniques et leur application pratique dans différents secteurs^{71/}. D'une façon générale on estime que l'application de la science et de la technique au progrès social des pays peu développés ne peut donner les meilleurs résultats que si elle fait partie d'un programme de développement cohérent dans les domaines économique, industriel, social et culturel^{72/}.

^{66/} Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale.

^{67/} Résolution 1944 (XVIII) de l'Assemblée générale; résolution 980 A (XXXVI) et 1083 (XXXIX) du Conseil.

^{68/} Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale.

^{69/} Résolution 980 A (XXXVI) du Conseil économique et social. Conférence générale de l'UNESCO (quatorzième session) résolution 2.3.

^{70/} Déclaration du Congrès mondial de l'alimentation, 1963. Voir également la résolution No 26/63 de la Conférence de la FAO.

^{71/} Résolution 416 E (XIV) du Conseil économique et social.

^{72/} Résolution 2318 (XXII) de l'Assemblée générale.

31. La communauté internationale a également souligné l'importance d'encourager davantage l'échange international de données d'expérience dans les domaines scientifique et technique^{73/}. En général il convient d'aider les pays en voie de développement à mettre en place le plus rapidement possible, tant en matière de politique qu'en ce qui concerne les institutions et le personnel qualifié, les moyens dont dépendra nécessairement leur aptitude à utiliser les connaissances scientifiques et techniques^{74/}. Entre autres choses, les pays développés doivent encourager les détenteurs de procédés techniques protégés ou non par un brevet à faciliter la transmission aux pays en voie de développement de licences, de procédés, de documentations techniques et de nouvelles connaissances techniques en général, ainsi que le financement de l'acquisition de licences et des techniques correspondantes à des conditions favorables^{75/}.

32. C'est de la conviction que l'échange international de données d'expérience est un important facteur du progrès scientifique et technique que sont nés les programmes d'assistance technique. L'un des buts essentiels de toute assistance de cette nature est de permettre aux pays en cours de développement économique d'être le plus rapidement possible en mesure de réaliser eux-mêmes

^{73/} Résolution 1429 (XIV) de l'Assemblée générale; résolutions 180 (VIII) et 222 A (IX) du Conseil économique et social; Conférence générale de l'UNESCO (quatorzième session), résolution 2.1.

^{74/} Résolution 1083 (XXXIX) du Conseil économique et social.

^{75/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.26, voir également les résolutions 1713 (XVI) et 2091 (XX) de l'Assemblée générale. Pour certains principes directeurs de la coopération technique, voir Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.25. Voir également la résolution 1201 (XLII) du Conseil.

leur développement^{76/}. Entre autres directives importantes, les principes suivants ont été formulés aux fins de l'assistance technique de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées^{77/}:

a) L'assistance technique ne sera fournie qu'aux gouvernements ou par leur intermédiaire, avec leur accord et sur leur demande.

b) Il faudra tenir dûment compte de la souveraineté nationale et de la législation nationale du pays bénéficiaire^{78/}.

c) L'assistance technique devra répondre aux besoins du pays intéressé et sera fournie sous la forme que ce pays désire; on évitera toutes distinctions fondées sur le régime politique du pays qui demande une aide, ou sur la race ou la religion de sa population.

d) Les concours envisagés devront tendre à accroître la productivité des ressources humaines et matérielles et à assurer une répartition large et équitable des avantages résultant de cet accroissement de la productivité, afin de contribuer à une élévation des niveaux de vie des populations dans leur ensemble.

e) Les gouvernements requérants devront prendre toutes les mesures nécessaires pour mobiliser, canaliser et utiliser leurs propres ressources techniques, naturelles et financières dans l'intérêt du développement économique, dont le but est d'éléver le niveau de vie de leurs populations.

f) Les gouvernements requérants devront prendre rapidement et pleinement en considération les avis techniques qu'ils auront reçus et, de manière générale, ils devront entreprendre les efforts soutenus demandés pour le développement économique, ce qui comporte un appui constant et le partage progressif des responsabilités financières impliquées par la mise en oeuvre des projets entrepris, à leur demande, sous les auspices des organisations internationales.

^{76/} Résolution 1255 E (XIII) de l'Assemblée générale.

^{77/} Résolution 200 (III) de l'Assemblée générale et résolution 222 A (IX) du Conseil.

^{78/} Voir également le paragraphe 18 du présent document.

Considérations sociales

33. Comme on l'a déjà indiqué, le progrès social est à la fois un objectif et un moyen de réaliser le développement^{79/}. En d'autres termes, il faut reconnaître "l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux et la nécessité fondamentale d'un développement économique et d'un développement social qui aillent de pair..."^{80/}. Les facteurs économiques et sociaux "ne sauraient être dissociés sans menacer l'équilibre qui doit exister entre le développement économique et le progrès social"^{81/}. Cette interdépendance du développement économique et du développement social a été soulignée à de nombreuses reprises par l'ONU et les institutions qui lui sont reliées. On a appelé l'attention sur l'opportunité d'élaborer des programmes intégrés qui tiennent compte des divers conditions et facteurs d'ordre économique et social et de leur interdépendance^{82/}. Bref, une des conceptions fondamentales qui doit présider au développement est "la planification du développement social en liaison avec le développement économique en vue d'un développement économique et social équilibré et intégré"^{83/}.

34. Le développement étant un processus d'évolution et de croissance globales, il exige que l'on aborde ensemble tous les aspects liés à la promotion du bien-être des membres de la société. Cela comprend l'acceptation, et très souvent l'amorce volontaire de modifications de la structure sociale.

L'Assemblée générale a appelé l'attention sur "l'importance qu'il y a à apporter

^{79/} Voir le paragraphe 21 du présent document.

^{80/} Résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social et résolution 2293 (XXII) de l'Assemblée générale.

^{81/} Résolution 841 (XXXII) du Conseil économique et social.

^{82/} Résolutions 642 (VII) et 1916 (XVIII) de l'Assemblée générale.

^{83/} Résolutions 1139 (XLI) du Conseil économique et social. Voir également les résolutions 903 B (XXXIV), 1086 M (XXXIX) et 1152 (XLI) du Conseil économique et social et les résolutions 1674 (XVI), 1708 (XVI) et 1939 (XVIII) de l'Assemblée générale.

les modifications adéquates aux structures sociales et économiques"^{84/}. Dans sa résolution 1916 (XVIII), elle a exprimé la conviction que le progrès économique et social ne peut s'accomplir "sans modifier certaines structures sociales, en cas de besoin".

35. Un corollaire logique de cette opinion est la reconnaissance de la nécessité de réaliser des réformes sociales, et notamment la réforme agraire, la réforme fiscale et le progrès des groupes sociaux désavantagés. Dans plusieurs résolutions des Nations Unies^{85/}, on relève, en ce qui concerne la réforme sociale en tant que condition et moyen du développement, diverses recommandations selon les secteurs, lesquelles ont été résumées dans la résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social qui a préconisé "l'encouragement de réformes sociales essentielles pour assurer des niveaux de vie élevés et le progrès économique et social, en particulier la réforme agraire, la répartition équitable du revenu national"^{86/} et le progrès social de certains groupes raciaux ou ethniques ou d'individus ayant besoin d'une protection sociale." L'Organisation internationale du Travail a inscrit au nombre des objectifs de la politique sociale la répartition équitable du fardeau et des fruits de la production et du progrès de manière que chacun profite équitablement du travail de tous, que nul ne soit exploité et qu'un développement social harmonieux accompagne et favorise le développement économique^{87/}.

^{84/} Résolution 2035 (XX) de l'Assemblée générale.

^{85/} Voir les résolutions 1258 (XIII), 1426 (XIV), 1932 (XVIII), 2036 (XX), 2035 (XX) de l'Assemblée générale et les résolutions 1078 (XXXIX), 1086 G (XXXIX) et 1213 (XLII) du Conseil.

^{86/} En ce qui concerne l'opportunité d'assurer une répartition plus juste et plus équitable du revenu national, voir également la résolution 1086, parties D, G et L (XXXIV) du Conseil économique et social et la résolution 229 (X) de la CEPAL.

^{87/} Déclaration de Philadelphie reprise en annexe à la Constitution de l'OIT et Convention No 117 concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (1962). Les gouvernements sont sans nul doute avertis du grand nombre de conventions et de recommandations adoptées par l'OIT pour faire en sorte que les travailleurs bénéficient équitablement du progrès et jouissent de la protection sociale dont ils ont besoin.

36. Les réformes sociales sont également nécessaires pour mobiliser toutes les ressources nationales, notamment l'énergie créatrice des peuples^{88/} et pour rendre ceux-ci conscients de la nécessité du développement économique, ainsi que du progrès et de la justice sociale^{89/}. Il y a lieu de prendre toutes les mesures possibles pour intéresser et associer effectivement la population à l'élaboration et à l'exécution de mesures de progrès social^{90/}. On a donc exhorté les pays en voie de développement à susciter un esprit de confiance en soi, à encourager tous les secteurs de la population à assumer leurs responsabilités et à favoriser la création de l'attitude qui permettra l'application de leur politique, afin de porter à son maximum la participation nationale à l'oeuvre de développement^{91/}.

37. La nécessité d'intensifier les mesures de nature à permettre la pleine utilisation des ressources humaines a de nouveau été soulignée avec force ces dernières années^{92/}. Au nombre des moyens devant permettre d'atteindre cet objectif, l'Assemblée générale croit que l'action communautaire, fondée sur le principe de l'auto-assistance et de l'entraide, "constitue un des moyens les plus directs, les plus rapides et les plus efficaces pour orienter les efforts dispersés des membres de la communauté vers des activités profitables à cette dernière et à l'ensemble de la nation". En outre, les effets de l'action communautaire agissent favorablement non seulement sur le développement économique mais aussi "sur la solidarité sociale, l'intégration nationale et le développement culturel"^{93/}. L'action

^{88/} Résolution 2035 (XX) de l'Assemblée générale.

^{89/} Résolution 1916 (XVIII) de l'Assemblée générale.

^{90/} Convention No 117 de l'OIT concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (1962).

^{91/} Résolutions 9.1 et 9.2, Conférence de l'UNESCO (quatorzième session). Voir également Conseil exécutif de l'UNESCO (soixante-dix-septième session), résolution 6.2.

^{92/} Résolutions 2083 (XX) et 2211 (XXI) de l'Assemblée générale et 1090 A (XXXIX), 1139 (XLI) et 1274 (XLIII) du Conseil.

^{93/} Résolution 1915 (XVIII) de l'Assemblée générale. La valeur du développement communautaire est également soulignée dans les résolutions 627 (XXII) et 731 J (XXVIII) du Conseil économique et social.

communautaire est spécialement utile pour la réalisation de la réforme agraire car, outre qu'elle contribue directement à la création d'une infrastructure économique et sociale, elle facilite la diffusion des connaissances et des techniques agricoles ainsi que l'établissement de coopératives^{94/}. En ce qui concerne les habitations à bon marché et les installations et services collectifs, le Conseil économique et social a recommandé aux gouvernements de faciliter l'utilisation plus intensive "des efforts des individus et des groupes (coopératives, syndicats et autres organisations), notamment de l'effort personnel, de l'entraide, de la coopération et de méthodes analogues"^{95/}. Le rôle important que jouent ces efforts organisés pour ce qui est de favoriser l'évolution et la rendre acceptable à l'ensemble de la population est également reconnu dans de nombreuses conventions et recommandations de l'OIT. Dans le cadre de cet effort en vue de mobiliser les ressources humaines, on a recommandé aux gouvernements "de prendre toutes mesures appropriées, dans l'ordre économique et social, pour réaliser et maintenir le plein emploi, et notamment, à cette fin, des mesures destinées à réduire le chômage et le sous-emploi, et améliorer la situation des chômeurs et de ceux qui souffrent du sous-emploi"^{96/}.

38. Un thème très voisin est l'attention particulière que les gouvernements doivent accorder au développement des ressources humaines au moyen de programmes appropriés d'alimentation, de santé publique, d'enseignement et de formation professionnelle, de bonne administration publique, d'habitations à bon marché et d'installations et de services collectifs^{97/}. On a déjà parlé de la nécessité de relever les niveaux de nutrition^{98/}. On peut définir comme suit les autres grandes méthodes de mise en valeur des ressources humaines :

^{94/} Résolution 1915 (XVIII) de l'Assemblée générale.

^{95/} Résolution 731 B (XXVII) du Conseil économique et social.

^{96/} Résolution 835 (XXXI) du Conseil économique et social. Voir également la Convention et la Recommandation de l'OIT concernant la politique de l'emploi.

^{97/} Résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social.

^{98/} Voir par. 57 du présent document.

a) La "création d'un réseau minimum de services sanitaires de base doit être considérée comme une opération essentielle de préinvestissement, sans laquelle le développement agricole et industriel serait à la fois périlleux, lent et antiéconomique"^{99/};

b) L'alphabétisation est une autre condition du développement; c'est un "moyen d'acquérir les mécanismes de base qui permettront à l'éducation de se développer et de s'accroître par un processus continu qui se renouvelle de lui-même. Elle fournit à la fois le motif et le moyen du développement de la personnalité, de l'acquisition de nouveaux mécanismes et d'idées nouvelles, et de l'adaptation à un milieu en rapide transformation"^{100/};

c) D'une manière plus précise, la mise en valeur des ressources humaines exige la formation de cadres nationaux, et notamment de personnel administratif, technique et d'exécution, ainsi que de spécialistes. Dans tous les secteurs et pour ce qui est de tous les aspects du développement, l'ONU et les institutions qui lui sont rattachées ont toujours été profondément conscientes de la nécessité qu'il y a à disposer de plus vastes ressources en personnel qualifié^{101/};

d) Soucieux des effets qu'exercent les mauvaises conditions de logement et l'urbanisation trop rapide sur les niveaux de vie, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont recommandé aux gouvernements d'entreprendre ou d'accélérer l'exécution de programmes visant à accroître le nombre d'habitations bon marché et des installations et des services collectifs^{102/}.

^{99/} Assemblée mondiale de la santé, résolutions 15.57, 17.20, 20.53, et 16.40.

^{100/} Conférence générale de l'UNESCO (treizième session), résolution 1.271.
Voir également la résolution 2043 (XX) de l'Assemblée générale.

^{101/} Voir par exemple les résolutions 1515 (XV), 1710 (XVI), 1824 (XVII) et 2090 (XXI) de l'Assemblée générale et la résolution 1090 A (XXXIX) du Conseil. Voir également la résolution 277 (XII) de la CEPAL, la résolution 173 (VII) de la CEA et, en ce qui concerne certaines directives touchant les programmes d'alphabétisation fonctionnelle, voir la résolution 71 (XXII) de la CEAEO.

^{102/} Résolutions 1393 (XIV) et 1917 (XVIII) de l'Assemblée générale et résolution 731 B (XXVII) du Conseil. Pour des directives détaillées à cet égard, voir les résolutions 976 B (XXXVI) et 976 F (XXXVI) du Conseil économique et social et la résolution 2036 (XX) de l'Assemblée générale.

e) Dans la planification et l'administration des programmes de développement économique et social, il convient de veiller tout particulièrement aux besoins des enfants et des jeunes de manière à les préparer à leur participation future au développement de leur pays. Le progrès économique et social futur dépend à un point crucial de la mise en valeur des jeunes ressources humaines^{103/}.

39. Enfin, il est indispensable que les programmes économiques et sociaux des pays les moins développés tiennent compte des facteurs démographiques^{104/}. A cet égard, l'augmentation rapide de la population de nombreux pays en voie de développement par rapport à la croissance du revenu national exige que des mesures soient prises d'extrême urgence^{105/}. En ce qui concerne les problèmes démographiques, les facteurs économiques, sociaux, culturels, psychologiques et sanitaires doivent être pris en considération dans la perspective qui leur est propre^{106/}. Aussi, le Conseil économique et social a-t-il préconisé la mise sur pied "de programmes d'action démographique qui soient compatibles avec la situation économique, sociale, religieuse et culturelle des pays respectifs"^{107/}. A cet égard, l'Assemblée générale a reconnu "la souveraineté des nations en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de leur propre politique démographique, compte dûment tenu du principe selon lequel chaque famille doit pouvoir déterminer le nombre de ses membres"^{108/}.

^{103/} Résolutions 1773 (XVII), 1919 (XVIII) et 2057 (XX) de l'Assemblée générale et résolutions 1023 (XXXVII) et 1086 G (XXXIX) du Conseil. Voir également OIT, cinquantième session, résolution VI relative aux programmes spéciaux de formation et d'emploi pour la jeunesse.

^{104/} Résolution 721 B (XXVII) du Conseil économique et social.

^{105/} Résolution 1089 (XXXIX) du Conseil économique et social.

^{106/} Assemblée mondiale de la santé, résolution 18.49.

^{107/} Résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social. Dans sa résolution 54 (XX), la CEAEO a invité les gouvernements de sa région à "tenir compte de l'urgente nécessité d'adopter une politique démographique positive liée à leurs besoins particuliers".

^{108/} Résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale. Voir aussi Assemblée mondiale de la santé, résolution 18.49.

Financement du développement

40. La capacité des pays peu développés de **tirer** des ressources appréciables de leur épargne nationale est une condition essentielle de leur développement^{109/}. Parmi les méthodes permettant d'atteindre ce but, le Conseil économique et social a souligné l'importance de "fiscalités efficaces qui permettent de mobiliser les recettes publiques dont ces pays ont besoin conformément aux besoins et aux objectifs de la planification du développement"^{110/}. La mobilisation des ressources intérieures occupe en fait une place essentielle dans bien des principes directeurs relatifs à la façon d'aborder les problèmes du développement. A sa deuxième session, la CNUCED, tout en appréciant les efforts déjà accomplis par les pays en voie de développement pour mobiliser et utiliser d'une manière efficace leurs ressources intérieures, a estimé qu'il importait de faire de nouveaux efforts à cet égard en vue d'accélérer le développement économique de ces pays^{111/}.

^{109/} Résolutions 400 (V), 1218 (XII), et 1938 (XVIII) de l'Assemblée générale, et résolutions 294 (XI) et 916 (XXXIV) du Conseil économique et social. Dans sa résolution 226 (X), la Commission économique pour l'Amérique latine a considéré que le financement des investissements devait être surtout le résultat de l'effort intérieur des pays latino-américains eux-mêmes.

^{110/} Résolution 1271 (XLIII) du Conseil économique et social. A cet égard, la Commission économique pour l'Amérique latine a noté dans sa résolution 226 (IX) que la structure de la répartition du revenu existant actuellement dans la plupart des pays latino-américains constitue une source potentielle d'épargne intérieure dont on peut tirer plus largement parti et que l'on peut canaliser de manière plus satisfaisante. Pour certaines suggestions détaillées sur les organismes et les techniques permettant de mobiliser les capitaux intérieurs, voir la résolution 294 (XI) du Conseil économique et social et la résolution 1427 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{111/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 28 (II).

41. Il est universellement admis, toutefois, que les efforts nationaux doivent être accompagnés et renforcés par un apport accru de capitaux étrangers privés et publics. L'importance de cet apport a été constamment reconnu à l'Organisation des Nations Unies et dans les organismes qui lui sont reliés ^{112/}. Lors de sa quinzième session, l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que "le courant de l'assistance et des capitaux internationaux sera encore augmenté de façon appréciable afin d'atteindre aussitôt que possible 1 p. 100 environ du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés" ^{113/}. Cet objectif "n'est censé représenter ni un maximum, ni une méthode permettant de comparer comme il convient l'importance quantitative ou qualitative de l'assistance au développement fournie par des pays économiquement avancés" ^{114/}. A sa première session, la CNUCED a recommandé que chaque pays avancé s'efforce de fournir des ressources financières aux pays en voie de développement d'un montant minimal aussi proche que possible de 1 p. 100 de son revenu national définies d'après un certain nombre de courants de capitaux ^{115/}. A sa deuxième session, la CNUCED a réaffirmé l'objectif, mais l'a redéfini en le rapportant au produit national brut aux prix du marché ^{116/}.

42. Une recommandation assez ancienne du Conseil économique et social indiquait déjà différents moyens grâce auxquels les pays peu développés pourraient augmenter leur capacité d'absorption de capitaux étrangers, notamment en mettant en oeuvre des programmes d'éducation des masses, de formation professionnelle et de services de vulgarisation agricole, de formation d'hommes de science et d'administrateurs,

^{112/} Voir par exemple les résolutions 724 (VIII), 1219 (XII), 1524 (XV) et 2170 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{113/} Résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale. Le vote qui a eu lieu à propos de ce libellé au sein de la deuxième Commission a donné les résultats suivants : 28 voix contre 14, avec 36 abstentions; toutefois, l'ensemble de la résolution dans laquelle ce texte a été incorporé a été adopté en séance plénière par 87 voix contre zéro.

^{114/} Résolution 1088 A (XXXIX) du Conseil économique et social. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, troisième partie, annexe A.IV.2.

^{115/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.2.

^{116/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 27 (II).

ainsi que de réelles mesures de réforme agraire et de réforme du système de crédit agricole et des mesures propres à donner à leur structure sociale la souplesse nécessaire^{117/}. Une grande partie de l'attention accordée aux courants de capitaux a toutefois été concentrée sur les moyens permettant de les faciliter et de les stimuler, ainsi que sur les principes qui devraient les gouverner. A cet égard, les courants de capitaux privés peuvent être distingués des courants de capitaux publics.

43. Dès la création de la Banque mondiale, la communauté internationale a fait sienne l'opinion que les investissements de capitaux privés étrangers ont une importante contribution à apporter au développement^{118/}. Les capitaux privés contribuent à la diversification économique des pays peu développés et aux transferts à ces pays des connaissances techniques et des compétences administratives^{119/}. Parmi les mesures suggérées pour encourager les investissements de capitaux privés étrangers, on trouve la fourniture de renseignements sur les possibilités, les conditions et la réglementation des investissements, ainsi que la conclusion de conventions fiscales appropriées visant à résoudre la question de la double imposition, à fournir des stimulants et à protéger les investisseurs d'un traitement discriminatoire^{120/}. Le but des principes directeurs énoncés consiste à créer un équilibre entre les intérêts des investisseurs et les pays bénéficiaires des investissements. Les conditions et les modalités de ces investissements devraient être acceptables pour toutes les parties intéressées^{121/}. En ce qui

^{117/} Résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social.

^{118/} Voir les statuts de la Banque internationale pour la construction et le développement et de la Société financière internationale; les résolutions 824 (IX), 1032 (XI) et 2087 (XX) de l'Assemblée générale et la résolution 294 (XI) du Conseil.

^{119/} Résolution 2087 (XX) de l'Assemblée générale; résolution 1286 (XLI) du Conseil; Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.12.

^{120/} Pour plus amples renseignements sur les principes directeurs, voir la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale et les résolutions 368 (XIII) et 1273 (XLI) du Conseil.

^{121/} Résolution 1286 (XLI) du Conseil économique et social.

concerne la mise en valeur des ressources naturelles, par exemple, les pays peu développés devraient être assurés d'"une part équitable des recettes provenant de l'extraction et de la commercialisation de leurs ressources naturelles au moyen de capitaux étrangers, qui soit en rapport avec le revenu généralement considéré comme raisonnable du capital investi"^{122/}. Il est accepté que les investissements étrangers doivent être fondés sur le respect de la souveraineté du pays hôte^{123/}. En outre, il est recommandé que les investisseurs privés étrangers coopèrent avec les institutions et les capitaux locaux, s'appuient autant que possible sur les ressources existant dans les pays en voie de développement, travaillent dans le cadre des objectifs du développement et reconnaissent qu'il est souhaitable de réinvestir autant que possible les bénéfices dans les pays en voie de développement intéressés, de mettre les connaissances à la disposition des ressortissants des pays hôtes et d'assurer leur formation et leur emploi^{124/}. Dans une résolution récente, l'Assemblée générale a reconnu "le droit de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement, de s'assurer une participation accrue à la gestion des entreprises dont l'exploitation est assurée totalement ou partiellement par des capitaux étrangers et d'avoir une part plus grande des avantages et des bénéfices provenant de cette exploitation, sur une base équitable, compte dûment tenu des besoins et des objectifs des peuples intéressés en matière de développement, ainsi que des pratiques contractuelles mutuellement acceptables" et a demandé aux pays d'où ces capitaux sont originaires de "s'abstenir de toute action qui pourrait faire obstruction à l'exercice de ce droit"^{125/}.

44. En examinant les moyens permettant de financer le développement, l'Assemblée générale s'est vite rendu compte que le volume des capitaux privés ne pouvait suffire aux besoins financiers des pays peu développés. Un apport accru de fonds publics était également nécessaire^{126/}. Les conditions, les modalités et les formes

^{122/} Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale.

^{123/} Résolution 2087 (XX) de l'Assemblée générale; résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social; Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.12.

^{124/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.12.

^{125/} Résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{126/} Résolution 400 (V) de l'Assemblée générale.

de cette assistance ont fait l'objet d'une attention considérable et un certain nombre de principes directeurs ont été peu à peu formulés :

a) L'assistance devrait être, par sa nature et la forme sous laquelle elle se présente, conforme aux vœux des bénéficiaires et ne devrait pas être subordonnée à des conditions inacceptables, de caractère politique, militaire ou autre^{127/}.

b) Elle devrait être fournie selon des modalités qui tiennent compte des conditions et des besoins particuliers des pays en voie de développement de manière qu'ils en tirent profit^{128/}. Cela implique notamment des termes et des conditions qui n'imposent pas un fardeau excessif aux pays en voie de développement et ne compromettent pas, de ce fait, leurs chances de poursuivre leur expansion^{129/}.

^{127/} Résolutions 1515 (XV) et 2170 (XXI) de l'Assemblée générale. Voir également le paragraphe 18 du présent document.

^{128/} Résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social.

^{129/} Résolutions 294 (XI) et 1089 (XXXIX) du Conseil économique et social; Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.1. Voir également l'article premier du Statut de l'Association internationale de développement. En ce qui concerne plus particulièrement la nécessité d'assouplir les conditions des prêts, voir les résolutions 1524 (XV) et 2170 (XXI) de l'Assemblée générale; la résolution 1088 (A) (XXXIX) du Conseil économique et social et les Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1. A sa deuxième session, la CNUCED, tout en reconnaissant que la capacité individuelle d'assurer le service de la dette extérieure varie d'un pays à l'autre, a estimé que la plupart des pays en voie de développement auraient besoin longtemps encore d'une aide en vue du développement consentie à des conditions souples, que l'on se fonde sur le revenu national par habitant de ces pays ou sur la position ou les perspectives de leur balance extérieure.

c) Elle devrait tenir compte de la nécessité de sa continuité, de l'importance de plans et de programmes judicieusement conçus et pratiquement réalisables^{130/}, et de mesures appropriées prises par les pays en voie de développement en vue de l'exécution de ces plans et programmes, des caractéristiques, des besoins et du degré actuel de développement des pays bénéficiant de l'assistance, du rôle des institutions nationales de développement et de la nécessité de financer éventuellement les dépenses locales requises pour l'exécution des projets ou programmes^{131/}.

d) Elle devrait être suffisamment souple pour permettre d'accroître l'assistance financière aux pays en voie de développement dans les cas où - par suite de circonstances échappant à leur contrôle - leurs ressources extérieures diminueraient et tomberaient au-dessous des niveaux prévus et jugés nécessaires pour maintenir les taux d'investissement et d'accroissement du revenu national conformément à leurs programmes^{132/}.

e) Elle devrait servir la coopération régionale des pays en voie de développement dans le domaine économique et être coordonnée avec leurs efforts d'intégration, y compris, dans les cas appropriés, dans le domaine du développement industriel régional et dans celui des arrangements régionaux de commerce et de paiements afférents aux échanges commerciaux intrarégionaux et internationaux^{133/}.

^{130/} L'un des principes directeurs énoncés pour le Fonds spécial est ainsi conçu : "Il sera tenu compte également des dispositions prises en vue de l'intégration des projets dans les programmes nationaux de développement et d'une coordination efficace du projet avec d'autres programmes multilatéraux ou bilatéraux". Résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale.

^{131/} Actes de la CNUCED, vol.1, Acte final et rapport, annexe A.IV.1.

^{132/} Ibid.

^{133/} Ibid.

f) Elle devrait éviter, sauf pour des raisons liées à la balance des paiements, de recourir à des pratiques ayant pour effet de limiter l'aide économique à certaines sources d'approvisionnement ou exclusivement à certains projets; lorsque l'aide comporte la fourniture de biens ou de services, ces derniers devraient être mis à la disposition des intéressés aux prix compétitifs du marché mondial^{134/}.

g) Elle devrait être consentie tant pour les programmes que pour les projets et comprendre les dépenses locales s'il y a lieu^{135/}.

h) Elle devrait favoriser, chaque fois que cela est possible, l'attribution des ressources extérieures par l'intermédiaire d'institutions multilatérales, y compris les institutions régionales de développement^{136/}.

45. On a déjà mentionné les effets favorables qu'aurait le désarmement^{137/}. A cet égard, l'Assemblée générale a adopté à sa huitième session, la déclaration suivante :

"Nous, gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, voulant favoriser le relèvement des niveaux de vie et l'instauration de conditions propres à assurer le développement économique et le progrès social, nous déclarons prêts à demander à nos peuples, lorsque des progrès suffisants auront été accomplis dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international, de verser à un fonds international créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, une partie des économies qu'aura permis de réaliser ce désarmement, afin d'aider au développement et à la reconstruction des pays insuffisamment développés" ^{138/}.

^{134/} Résolution 1524 (XV) de l'Assemblée générale. Voir également la résolution 294 (XI) du Conseil et les Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.1. En ce qui concerne plus particulièrement les prêts liés; voir la résolution 2170 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{135/} Rapport de la CNUCED sur sa deuxième session, résolution 29 (II). Actes de la CNUCED, vol. 1.

^{136/} Acte final et rapport, annexe A.IV.1. Voir également la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale.

^{137/} Voir le paragraphe 20 du présent document.

^{138/} Résolution 724 A (VIII) de l'Assemblée générale. La déclaration a été adoptée par 41 voix contre zéro, avec 13 abstentions. Voir également les Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1.

Commerce international

46. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des organisations qui lui sont reliées ont souvent déclaré qu'à leur avis le commerce international est un élément important du progrès économique et social dans le monde entier, de l'établissement de relations de bon voisinage entre Etats, du renforcement de la paix et de l'atmosphère de confiance et de compréhension mutuelles entre les nations^{139/}. C'est ainsi que l'un des buts du Fonds monétaire international est de faciliter l'expansion et le développement harmonieux du commerce international et contribuer de cette manière à l'établissement et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ainsi qu'au développement des ressources productives de tous les Etats Membres, fins primordiales de la politique économique^{140/}. Cette opinion est résumée dans la résolution 963 (XXXVI) du Conseil économique et social dans laquelle le Conseil déclare que "le développement d'échanges équitables et mutuellement avantageux peut favoriser l'élévation des niveaux de vie, le plein emploi et un progrès économique rapide dans tous les pays du monde et contribuer à créer une atmosphère de confiance et de compréhension mutuelles entre les nations et qu'il peut consolider les relations pacifiques et de bon voisinage entre les Etats".

47. Dans le domaine du développement, l'importance du commerce international a été reconnue de façon plus précise encore. L'extension des relations commerciales internationales permettrait aux pays en voie de développement de financer de plus

^{139/} Un ou plusieurs éléments de cette opinion figurent dans les résolutions 1322 (XIII), 1519 (XV), 1785 (XVII), 2085 (XX) de l'Assemblée générale et 579 A (XX), 614 A (XXII), 778 (XXX) et 846 (XXXII) du Conseil. Voir également les Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, première partie, et les Statuts de l'Association internationale de développement.

^{140/} Accord relatif au Fonds monétaire international, article premier, alinéa I.

en plus leur développement économique grâce à leurs recettes en devises^{141/}, de diversifier leurs économies^{142/} et ainsi d'augmenter leur productivité, le niveau de l'emploi ainsi que d'élever le niveau de vie^{143/}. En conséquence, la part qu'ils prennent au commerce mondial doit augmenter^{144/}. Cela implique que "la politique internationale en matière de commerce et de développement aboutisse à une nouvelle division internationale du travail qui soit plus rationnelle et plus équitable et qui s'accompagne des ajustements nécessaires dans la production et le commerce mondiaux"^{145/}.

^{141/} Voir les résolutions 1324 (XIII), 1422 (XIV), 1515 (XV), 1710 (XVI) de l'Assemblée générale et les résolutions 846 (XXXII), 1089 (XXXIX) du Conseil économique et social. Voir également GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, article XXXVI, par. 1 b) et 2 de la Déclaration sur la promotion du commerce des pays moins développés adoptée par les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le 7 décembre 1961.

^{142/} Résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale et résolution 846 (XXXII) du Conseil. Voir également GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, article XXXVI, par. 5.

^{143/} Résolution 531 C (XVIII) du Conseil économique et social.

^{144/} Dans sa résolution 37 (XVIII), la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a jugé important que les pays en voie de développement obtiennent "une part juste et équitable du commerce mondial". Le paragraphe 3 de l'article XXXVI de la quatrième partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) se lit comme suit : "Il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les parties contractantes peu développées s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique". Il est indiqué dans le préambule de l'Acte final de la CNUCED que "l'accélération du développement économique des pays en voie de développement dépend dans une large mesure de l'accroissement substantiel de la part qu'ils prennent dans les échanges internationaux".

^{145/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, première partie, et annexe A.I.1.

48. L'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées ont déployé des efforts considérables pour trouver des moyens pratiques et théoriques de réaliser cet objectif et ce que l'on pourrait raisonnablement appeler un code du commerce international a été peu à peu élaboré. Maintenant, les discussions et les désaccords portent moins sur les principes directeurs que sur les mesures pratiques nécessaires à leur application. Pour plus de clarté, on peut considérer séparément les principales directives relatives à l'augmentation des recettes d'exportation des pays en voie de développement ou les marchés des pays développés, l'expansion du commerce et l'intégration économique entre pays en voie de développement et le commerce entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents.

49. En ce qui concerne le premier point, on admet généralement que les pays moins développés doivent, sur le plan économique, dépendre moins étroitement de leurs produits primaires et s'efforcer de diversifier leur commerce et leurs marchés d'exportation^{146/}. Par exemple, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a demandé, à sa première session, que l'on accorde, dans les plans et politiques de développement, une attention particulière à la création d'industries ayant des possibilités d'exportation et que des mesures appropriées soient prévues. Différents moyens de renforcer la capacité concurrentielle de ces industries étaient proposés^{147/}. On a reconnu la nécessité d'encourager activement l'expansion du commerce et, à sa deuxième session, la Conférence a affirmé "l'importance, pour les pays en voie de développement, de la formation de techniciens dans les domaines de la promotion des exportations (techniques de vente et de conditionnement, modes de financement, publicité, etc.) et des transactions invisibles, y compris les transports maritimes, les assurances et le tourisme^{148/}".

^{146/} Résolutions 614 B (XXII) et 709 B (XXVII) du Conseil économique et social. Voir également GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, art. XXXVI, par. 5, et Déclaration sur la promotion du commerce des pays moins développés (1961) ainsi que les Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.III.3, A.III.4 et A.III.5.

^{147/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.III.3.

^{148/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 1 (II).

50. Il a été nettement souligné que les efforts de diversification des exportations et de promotion du commerce seront de peu d'effet si les pays en voie de développement ne disposent pas de meilleurs débouchés sur le marché des pays développés^{149/}. D'une façon générale, les pays développés ont été priés de tenir compte, en ce qui concerne le commerce et la production, de l'incidence possible de leurs politiques sur le développement des pays moins développés^{150/}. Plus précisément, les pays développés doivent d'urgence rechercher et appliquer les moyens d'éviter les mesures ou pratiques restrictives ayant des effets défavorables sur le commerce d'exportation des pays moins développés^{151/} et accorder une attention particulière à la possibilité de réduire ou de supprimer dans un avenir rapproché les barrières douanières auxquelles se heurtent les exportations provenant de ces pays^{152/}. A la deuxième session de la CNUCED, la réalisation d'un "accord unanime sur l'instauration à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférence, sans réciprocité ni discrimination," pour l'exportation d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement dans les pays développés, a marqué un changement majeur dans la politique commerciale traditionnelle. Bien qu'il faille des travaux intensifs pour mettre au point un tel système, et bien qu'un certain nombre de problèmes clefs restent à régler, la Conférence a reconnu que "les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement, y compris les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être :

^{149/} Résolution 1520 (XV) de l'Assemblée générale et résolution 916 (XXXIV) du Conseil. Voir également GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, art. XXXVI, par. 5 et la Déclaration sur la promotion du commerce des pays moins développés (1961).

^{150/} Résolutions 1422 (XIV), 1027 (XI), 1520 (XV) et 1707 (XVI) de l'Assemblée générale et résolutions 579 A (XX), 614 B (XXII) et 726 (XXVIII) du Conseil. Voir également conférence de la FAO, résolutions No 10/59 et No 2/63 et GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, art. XXXVII, par. 3 c) et 5.

^{151/} Résolutions 1422 (XIV) et 1515 (XV) de l'Assemblée générale.

^{152/} Résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social. Voir également GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, quatrième partie, art. XXXVII, par. 1 a) et Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1.

- a) D'augmenter leurs recettes d'exportation;
- b) De favoriser leur industrialisation; et
- c) D'accélérer le rythme de leur croissance économique^{153/}.

51. En plus de la politique sur laquelle on s'est récemment mis d'accord concernant des préférences généralisées pour les articles manufacturés et les articles semi-finis, un certain nombre d'autres grands principes et directives générales ont été énoncés pour faciliter l'accès aux marchés des pays développés. Ils peuvent être résumés comme suit :

a) S'abstenir d'instaurer ou d'aggraver des obstacles tarifaires ou non tarifaires ou encore des mesures discriminatoires d'aucune sorte contre des produits ou susceptibles de présenter un intérêt particulier pour les pays moins développés^{154/};

b) Accorder un rang élevé de priorité à la réduction ou à la suppression des obstacles tarifaires ou non tarifaires aux exportations qui présentent un intérêt particulier pour les pays moins développés, y compris les droits de douane qui créent une différenciation injustifiée entre la forme primaire et la forme transformée des produits considérés^{155/};

c) S'abstenir d'imposer de nouvelles mesures fiscales et, dans toute modification du régime fiscal, accorder un rang élevé de priorité à la réduction ou à la suppression des mesures fiscales spécifiques frappant les produits primaires qui proviennent en totalité ou principalement des pays en voie de développement^{156/};

^{153/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 21 (II).

^{154/} GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, art. XXXVII et Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.II.1 et A.III.4. Voir également aux mêmes sources les principes régissant les exceptions faites à ces recommandations ou à des recommandations analogues.

^{155/} GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, art. XXXVII et Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.II.1 et A.III.4. Voir également la résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale.

^{156/} GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, art. XXXVII; Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.II.1 et A.III.4. Voir également aux mêmes sources les principes régissant les exceptions faites à ces recommandations ou à des recommandations analogues.

d) Eviter tout protectionnisme agricole excessif^{157/} et s'efforcer de limiter le versement de subventions à la production et à l'exportation de produits primaires lorsque ces subventions peuvent restreindre les débouchés des pays moins développés^{158/} et appliquer, autant que possible, des mesures propres à assurer des conditions plus favorables d'accès à leurs marchés aux pays exportateurs de produits primaires, compte particulièrement tenu des intérêts des pays en voie de développement, et à permettre aux pays exportateurs de produits primaires de participer à l'expansion des marchés des nations industrialisées^{159/}.

e) S'abstenir de pratiques telles que le dumping et l'écoulement sans restrictions de réserves accumulées. L'écoulement des excédents agricoles devrait être effectué conformément aux principes formulés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en matière d'écoulement des excédents^{160/}.

f) Etudier activement l'adoption d'autres mesures, telles que la modification des structures internes, en vue d'encourager la consommation de certains produits ou prendre des mesures de promotion des échanges commerciaux en vue de favoriser le développement des importations en provenance des pays moins développés^{161/}. Les pays à économie planifiée devraient, notamment, prendre dûment

^{157/} Résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale et résolution 846 (XXXII) du Conseil. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.II.1 et A.I.1,

^{158/} GATT, Déclaration sur la promotion du commerce des pays moins développés (1961) et Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.II.1.

^{159/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

^{160/} GATT, Déclaration sur la promotion du commerce des pays moins développés (1961); Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.II.1; Conseil de la FAO, résolution No 11/59, et Conférence de la FAO, résolution No 14/53. Voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1, huitième et neuvième principes particuliers.

^{161/} GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, art. XXXVII, par. 3 b); voir également Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, troisième partie, annexes A.III.2, A.III.4, A.III.6, A.III.7.

en considération les besoins commerciaux des pays en voie de développement lorsqu'ils fixent des objectifs quantitatifs dans leurs plans économiques à long terme et lorsqu'ils concluent des accords et des contrats à long terme^{162/}.

g) Il est entendu que "les arrangements préférentiels entre pays développés et pays en voie de développement qui se traduisent par une discrimination à l'encontre d'autres pays en voie de développement et qui sont indispensables au maintien et à l'accroissement des recettes d'exportation et au progrès économique des pays peu développés qui en bénéficient actuellement devraient être supprimés au fur et à mesure que sont appliquées des mesures internationales assurant à ces pays des avantages au moins équivalents"^{163/}.

h) Il est entendu que les pays développés ne doivent pas s'attendre à des mesures de réciprocité en échange des engagements pris lors de négociations commerciales et concernant la réduction ou la suppression de tarifs douaniers ou d'autres barrières au commerce de pays moins développés^{164/}.

i) Les pays développés qui participent à des groupements économiques régionaux doivent faire tout leur possible pour éviter que leur intégration économique ne nuise ou ne porte préjudice à l'essor de leurs importations en provenance des pays tiers, et notamment en provenance des pays en voie de développement, individuellement ou collectivement^{165/}.

^{162/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.II.1. Sur les accords commerciaux à long terme, voir l'annexe A.VI.3. Voir également le rapport de la CNUCED, résolution XV (II).

^{163/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.II.1. Le huitième principe général figurant à l'annexe A.I.1 énonce des recommandations plus précises sur la question des préférences mais 11 pays ont voté contre l'adoption de ce principe et 23 se sont abstenus.

^{164/} GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, art. XXXVI; Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.II.1 et A.III.4.

^{165/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1, neuvième principe général. Dix pays se sont abstenus dans le vote par appel nominal sur ce principe. Voir également Conférence de la FAO, résolution No 4/61.

52. A la nécessité de faciliter l'accès aux marchés mondiaux des exportations en provenance des pays moins développés est étroitement lié le problème de l'élimination des fluctuations excessives du prix des produits de base et donc des recettes d'exportation de ces pays. On constate l'existence d'un fort courant en faveur d'une action internationale en vue de remédier à cette situation. Il est reconnu que la coopération internationale "pour la recherche de solutions justes et équitables au problème des prix des matières premières est de nature à favoriser les relations économiques internationales et particulièrement le développement des pays insuffisamment développés"^{166/}. Les politiques d'assistance économique aux pays insuffisamment développés seront plus efficaces s'il est porté remède à l'instabilité excessive des marchés des produits de base^{167/}. Il est donc nécessaire d'adopter des politiques et des mesures appropriées en vue de stabiliser les prix de ces produits à un "niveau équitable et rémunérateur"^{168/}. Il serait souhaitable de mettre au point de telles mesures "selon les principes de l'avantage mutuel et de la non-discrimination, et, notamment, lorsqu'il y aura lieu, la conclusion d'accords commerciaux à court, à moyen et à long terme et d'accords internationaux relatifs aux produits de base ainsi que la création de groupes d'études internationaux"^{169/}. D'une façon générale, on a proposé d'étudier cette possibilité produit par produit^{170/}, mais on a également envisagé des mesures en

^{166/} Résolution 656 (XXIV) du Conseil économique et social.

^{167/} Résolution 1422 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{168/} Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale et résolution 1089 (XXXIX) du Conseil. Voir aussi le GATT, art. XXXVI, par. 4, et XXXVIII, par. 2 a); et Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.II.1.

^{169/} Résolutions 1421 (XIV) et 1422 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{170/} Résolution 1324 (XIII) de l'Assemblée générale.

vue de remédier à ces fluctuations grâce à des mesures financières compensatoires^{171/}. Ainsi, le Conseil économique et social, dans sa résolution 916 (XXXIV), invite les gouvernements à accorder une attention particulière à des "arrangements compensatoires judicieux destinés à atténuer les fluctuations excessives des recettes d'exportation des pays de production primaire et à compenser les effets fâcheux de ces fluctuations". La proposition de mesures financières supplémentaires avancée à la première session de la CNUCED est liée à cette question des arrangements financiers compensatoires. Aux termes de cette proposition "le nouveau mécanisme aurait pour objectif de résoudre les problèmes posés par les mouvements défavorables des recettes d'exportation qui, en raison de leur nature ou de leur durée, ne peuvent pas être corrigées simplement par des mesures de soutien à court terme de la balance des paiements. Il devrait fournir aux pays en voie de développement une assistance à plus long terme qui les aiderait à éviter l'effondrement de leur programme de développement"^{172/}. A sa deuxième session, la CNUCED a réaffirmé cet objectif en précisant que "toutes mesures conçues pour répondre à ce besoin devraient, sur la base de critères appropriés et, dans toute la mesure du possible, objectifs, donner une assurance raisonnable d'aide tendant à protéger le plan ou le programme de développement d'un pays contre les effets de déficits des recettes d'exportation, dans la mesure où ces déficits ne peuvent être comblés par des mesures de soutien à court terme de la balance des paiements"^{173/}.

^{171/} Résolutions 1423 (XIV) et 1515 (XV) de l'Assemblée générale. En présentant sa politique de financement compensatoire des fluctuations des exportations, le Fonds monétaire international a déclaré que "le financement des déficits provenant d'une insuffisance des recettes d'exportation, particulièrement dans les pays membres exportateurs de produits primaires, a toujours été considéré, à juste titre, comme relevant du Fonds, dont les ressources ont fréquemment été utilisées à cette fin. Le Fonds estime que ce financement aide les pays membres à poursuivre les efforts qu'ils font pour adapter des mesures propres à résoudre leurs problèmes financiers et à éviter le recours aux restrictions sur le commerce et sur les devises pour équilibrer leurs balances des paiements. L'aide apportée par le Fonds permet donc aux pays membres de poursuivre plus efficacement leurs programmes de développement économique". (Conseil d'administration, décision No 1477 (63/8), 27 février 1963. Selected Decisions of the Executive Directors and Selected Documents, troisième édition, janvier 1965).

^{172/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.18.

^{173/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 30 (II). La Conférence a adopté cette décision par 70 voix contre zéro avec 8 abstentions.

53. Les objectifs et la portée que doivent avoir les arrangements internationaux sur les produits de base - et les principes y relatifs régissant ces arrangements - ont été énoncés dans la recommandation A.II.1 de l'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette recommandation a été adoptée sans opposition. Cependant, on admet qu'à long terme la solution réside dans une modification des structures de l'offre et de la demande réalisée en fonction de l'objectif recherché, c'est-à-dire une modification de la division internationale du travail^{174/}. En examinant l'expansion et la diversification des exportations des pays en voie de développement, on a tenu compte non seulement du commerce des marchandises telles que les articles manufacturés et les produits de base mais aussi du commerce des invisibles dans lequel les transports maritimes et le tourisme en particulier peuvent apporter une importante contribution aux recettes d'exportation et à la croissance économique^{175/}. De même le développement des institutions nationales d'assurance et de réassurance peut réduire la pression qu'il exerce sur les balances des paiements des pays en voie de développement^{176/}.

54. Un autre aspect de la politique commerciale jugé d'une importance cruciale est celui des mesures qui peuvent être prises pour intensifier le commerce entre les pays en voie de développement eux-mêmes, y compris la création de groupements d'intégration économique. De nombreuses recommandations sur cette question ont été formulées par les commissions économiques régionales des Nations Unies à leurs Etats membres^{177/} et par la CNUCED à sa première session^{178/}. Plus récemment,

^{174/} Voir le paragraphe 47 du présent document.

^{175/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.IV.22 (transports maritimes) et A.IV.24 (tourisme); rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 3 (II) et 12 (II) (transports maritimes) et 8 (II) (tourisme).

^{176/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.IV.23; rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 12 (II).

^{177/} Voir par exemple les résolutions 31 (XVI), 66 (XXII) et 86 (XXIII) de la CEAEO; les résolutions 227 (X) et 234 (X) de la CEPAL et les résolutions 31 (III), 140 (VI) et 145 (VII) de la CEA.

^{178/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexes A.I.1, dixième principe général et treizième principe particulier; A.II.5 et A.III.8.

à sa deuxième session, la CNUCED a adopté sans opposition une déclaration^{179/} réaffirmant "que l'expansion des échanges, la coopération et l'intégration économiques entre pays en voie de développement sont un élément important d'une stratégie internationale du développement et devraient apporter une contribution essentielle à leur progrès économique". La Conférence a reconnu que "l'expansion du commerce mutuel entre les pays en voie de développement et la création de marchés multinationaux entre eux stimuleraient, dans bien des cas, l'implantation d'industries nouvelles et l'utilisation plus économique de la capacité de production existante, et favoriseraient la diversification et la spécialisation des productions et des exportations des pays en voie de développement tant agricoles qu'industrielles, en élargissant aussi bien la gamme des produits exportables que les débouchés qui leur seraient offerts. Cela contribuerait à son tour à relever la productivité et la capacité concurrentielle des exportations des pays en voie de développement." Toutefois, elle a également reconnu que les pays en voie de développement rencontraient des difficultés spéciales à réaliser l'expansion du commerce entre eux. Une assistance financière et technique appropriée de la part des pays développés et des institutions internationales permettrait donc aux pays en voie de développement de surmonter ces difficultés plus facilement et les mettrait en mesure d'accomplir des progrès plus rapides. La déclaration concertée contient, dans des sections distinctes, une "déclaration d'intention" des pays en voie de développement et des "déclarations de soutien" par les pays développés à économie de marché et par les pays socialistes d'Europe orientale. Les pays développés à économie de marché se sont déclarés prêts, après examen et consultation dans un cadre international approprié, à appuyer des arrangements commerciaux particuliers entre pays en voie de développement. Cet appui pourrait se traduire par l'acceptation de dérogations aux obligations commerciales internationales en vigueur, y compris des renonciations appropriées à leur droit au traitement de la nation la plus favorisée. Il pourrait comprendre aussi une assistance financière et technique de leur part. La nature de l'appui promis par les pays socialistes s'inspirerait "des principes en la matière qui inspirent leur attitude sur cette question". L'adoption de cette déclaration concertée montre que la communauté internationale est convenue que l'expansion du commerce et l'intégration entre pays en voie de développement ne peut progresser que grâce à une action convergente de tous les groupes de pays.

179/ Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 23 (II).

55. Il convient de mentionner également des principes directeurs qui ont été élaborés en ce qui concerne le commerce entre les pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. Plusieurs recommandations à ce sujet ont été adoptées, certaines avec un certain nombre de voix contre ou d'abstentions, à la première session de la CNUCED^{180/}. A la deuxième session il a été possible de réaliser l'unanimité sur une résolution assez complète^{181/} qui, après avoir reconnu "qu'il est souhaitable d'accroître les échanges commerciaux Est-Ouest d'une part et les échanges entre les pays en voie de développement et les pays socialistes d'autre part", fait une série de recommandations aux groupes de pays intéressés. Ainsi, les pays participant au commerce Est-Ouest sont invités à poursuivre leurs efforts communs d'expansion du commerce et à s'efforcer de supprimer les obstacles économiques ou administratifs au développement du commerce ainsi que ceux qui résultent de leur politique commerciale. Il leur est recommandé de faire en sorte "grâce à des mesures concrètes, que l'expansion du commerce entre eux n'exerce aucun effet défavorable sur les possibilités d'échanges des pays en voie de développement". Des recommandations spécialement adressées aux pays socialistes mentionnent, notamment, des mesures pour promouvoir la diversification de la structure et de la base géographique de leur commerce avec les pays en voie de développement, la conclusion d'accords à long terme pour l'achat de produits primaires; l'abolition ou la réduction, sur une base préférentielle, des tarifs frappant l'importation des articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement; dans leurs politiques d'achat, l'octroi de conditions préférentielles à l'importation des produits en provenance des pays en voie de développement; la multilatéralisation des accords de paiement avec les pays en voie de développement, et un certain nombre d'autres dispositions. Les pays en voie de développement, pour leur part, sont priés d'encourager les relations commerciales directes avec les pays socialistes et d'accorder à ces derniers des conditions qui ne soient pas inférieures à celles qui sont consenties normalement aux pays développés à économie de marché, et qu'ils facilitent l'application des mesures à prendre par les pays socialistes.

^{180/} Actes de la CNUCED, vol. 1, Acte final et rapport, annexe A.I.1, deuxième principe général; annexes A.III.2, A.VI.3 et A.VI.4.

^{181/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 15 (II).

Alimentation et agriculture

56. Ces dernières années, on a amplement insisté sur la nécessité urgente d'accélérer le progrès agricole dans les pays insuffisamment développés. La raison en est surtout la persistance de la faim et de la malnutrition généralisées qui est moralement et socialement incompatible avec la dignité des hommes et avec l'égalité des chances à laquelle ils ont droit et constitue un danger pour la paix sociale et internationale^{182/}. En outre, on reconnaît depuis longtemps que l'accroissement de la population est particulièrement grave dans les régions qui souffrent déjà de sous-alimentation^{183/}.

57. Les pays insuffisamment développés doivent donc intensifier leurs efforts pour accélérer leur expansion agricole et en particulier la production d'aliments de base et de haute valeur nutritive pour leurs marchés intérieurs^{184/}. La planification du développement national de ces pays devrait comprendre selon les besoins la formulation, la coordination et la mise en oeuvre les plus efficaces de programmes visant à assurer à l'homme un approvisionnement et une consommation suffisants d'aliments protéiques^{185/}. En bref, il faut, en matière d'alimentation et de nutrition, des politiques réalistes conformes aux besoins nutritionnels de la population^{186/}. Il faudrait notamment associer l'éducation nutritionnelle à l'enseignement général^{187/}. D'autre part, on estime que les campagnes d'alphabétisation dans les pays en voie de développement "seront promises à un plus grand succès si l'on supplée en même temps aux déficiences alimentaires dont souffre souvent la population de ces pays, notamment la population d'âge scolaire"^{188/}.

^{182/} Déclaration du Congrès mondial de l'alimentation, 1963, réaffirmée dans la résolution No 5/63 de la Conférence de la FAO.

^{183/} Résolution 525 (VI) de l'Assemblée générale.

^{184/} Conférence de la FAO, résolution No 2/63.

^{185/} Résolution 2319 (XXII) de l'Assemblée générale. Pour les priorités suggérées en ce qui concerne la production de protéines comestibles, voir résolution 1257 (XLIII) du Conseil économique et social.

^{186/} Conférence de la FAO, résolution No 5/67. Voir aussi Assemblée mondiale de la santé, résolution 1556.

^{187/} Conférence de la FAO, résolution No 2/63.

^{188/} Résolution 1933 (XVIII) de l'Assemblée générale. Voir également UNESCO, Conférence générale, quatorzième session, résolutions 1-44 et 2.34.

58. L'assistance alimentaire est précieuse, qu'elle soit fournie sous la forme d'investissements et de capitaux ou qu'elle serve à combler des déficits vivriers à court terme^{189/}; cependant, il importe d'éviter tous les effets préjudiciables qu'elle peut avoir sur le secteur agricole des pays bénéficiaires, de respecter les principes en matière d'écoulement des excédents formulés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture^{190/} et d'en faire bénéficier les pays en voie de développement qui exportent des produits alimentaires tout comme ceux qui en manquent^{191/}. L'assistance internationale pour créer ou accroître les réserves nationales de produits alimentaires dans les pays qui en manquent constitue un autre moyen provisoire mais efficace de lutter contre la famine et autres catastrophes du même genre et de hâter le développement économique^{192/}.

59. Toutefois, la solution définitive du problème de la faim réside dans une accélération efficace du développement économique qui permette aux pays sous-développés d'accroître leur production alimentaire et leur donne la possibilité d'augmenter leurs achats de denrées alimentaires par la voie du commerce international^{193/}.

60. Le retard considérable de l'agriculture ou un manque d'équilibre entre le développement agricole et les autres secteurs de l'économie compromet le développement économique d'ensemble^{194/}. Ainsi, la Commission économique pour l'Amérique latine a reconnu que, dans la plupart des pays latino-américains, la lenteur du développement du secteur agricole, eu égard notamment à l'accroissement démographique, a contribué à freiner leur développement économique et social et a été une cause importante de la situation de misère que l'on rencontre dans une grande partie de la population rurale ainsi que des niveaux peu élevés de nutrition que l'on constate dans de larges couches de la population latino-américaine^{195/}. La

^{189/} Résolution 2155 (XXI) de l'Assemblée générale et résolution No 7/67 de la Conférence de la FAO.

^{190/} Voir par. 51.

^{191/} Actes de la CNUCED, vol. I, Acte final et rapport, annexe A.II.6.

^{192/} Résolutions 827 (IX) et 1496 (XV) de l'Assemblée générale et résolution 685 (XXVI) du Conseil. Voir également Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

^{193/} Résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale.

^{194/} Résolution 830 (XXXII) du Conseil économique et social; résolution 183 (IX) de la CEPAL et résolution No 2/63 de la Conférence de la FAO.

^{195/} Résolution 281 (XII) de la CEPAL.

lenteur de l'expansion du secteur agricole est également à l'origine du chômage chronique de la population rurale dans la plupart des pays en voie de développement^{196/}.

61. En conséquence, on a attaché une importance considérable à "une planification soigneuse et intégrée sur le plan national pour le développement de l'agriculture et d'autres secteurs de l'économie", en tenant compte notamment "de l'impulsion que représentent potentiellement, pour l'agriculture, les industries qui dépendent de l'agriculture, des forêts et des pêches pour s'approvisionner en matières premières ou écouler leurs produits"^{197/}. Lors de la préparation des plans d'investissement concernant l'infrastructure, les pays en voie de développement devraient également prendre en considération l'impulsion considérable que les moyens de transport, les réseaux de distribution d'énergie et les circuits commerciaux peuvent donner au développement agricole^{198/}. Il convient d'améliorer et de moderniser la commercialisation au même rythme que la production^{199/}. Les pays en voie de développement devraient également réexaminer leurs plans nationaux de développement en vue d'intensifier l'utilisation des ressources liées à la production alimentaire et de créer les conditions dans lesquelles de nouveaux facteurs peuvent être appliqués à l'agriculture avec le plus d'efficacité tout en maintenant la stabilité des prix agricoles intérieurs^{200/}. En outre, il est nécessaire d'intensifier les efforts pour appliquer les techniques modernes^{201/} et pour prévenir les pertes de récoltes et de produits alimentaires^{202/}. A cet égard, le Conseil économique et social a estimé indispensable que les pays en voie de développement créent leurs propres industries des engrais^{203/}. Toutefois, un

^{196/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

^{197/} Conférence de la FAO, résolutions Nos 2/63, 12/63 et 28/63. Voir également Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

^{198/} Conférence de la FAO, résolution No 2/63.

^{199/} Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

^{200/} Conférence de la FAO, résolution No 6/67.

^{201/} Résolution 2301 (XXII) de l'Assemblée générale. Voir également le paragraphe 30 du présent document.

^{202/} Pour des principes directeurs sur les mesures à prendre pour éviter ces pertes, voir Rapport de la Conférence de la FAO (quatorzième session) par. 234-235.

^{203/} Résolution 1179 (XLI) du Conseil économique et social.

obstacle majeur est le manque de capitaux dont disposent ces pays pour augmenter leurs propres ressources en important l'équipement et le matériel nécessaires. Cela ne fait que souligner davantage la nécessité d'un financement international et national du développement agricole^{204/}. Il est notamment souhaitable de prendre de toute urgence toutes les mesures appropriées pour accroître les ressources liées à la production alimentaire que les pays développés envoient aux pays en voie de développement^{205/}.

62. Des techniques nouvelles présupposent la volonté d'abandonner les attitudes traditionnelles et d'accepter une nouvelle conception de la production et de la gestion agricoles. Bon nombre de pays en voie de développement ont donc besoin de façon urgente d'un enseignement agricole pratique et de programmes de formation mettant l'accent sur la formation de techniciens pour toutes les spécialisations nécessaires afin d'exécuter des projets de développement et d'initier les agriculteurs ainsi que leurs femmes et leurs enfants aux nouvelles méthodes et aux progrès techniques accomplis^{206/}. Aux termes de la Déclaration du Congrès mondial de l'alimentation de 1963, les pays en voie de développement sont instamment priés de prendre des mesures promptes et décisives pour l'éducation massive et fonctionnelle des populations rurales afin de les mettre en mesure d'appliquer les techniques et les systèmes modernes^{207/}.

63. Toutefois, à elles seules, les mesures techniques ne suffisent pas. Depuis de nombreuses années, on reconnaît que le développement d'ensemble dépend également de la transformation des structures agraires et plus particulièrement de solutions satisfaisantes aux problèmes que posent l'utilisation du sol, la propriété et le régime foncier^{208/}. En effet, on a dit que les régimes fonciers et les modes de

204/ Conférence de la FAO, résolution No 9/51. Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

205/ Conférence de la FAO, résolution No 6/67.

206/ Conférence de la FAO, résolutions Nos 13/63 et 24/63.

207/ Voir également le Rapport de la CNUCED sur les travaux de sa deuxième session, résolution 9 (II).

208/ Résolutions 524 (VI), 1426 (XIV), 1526 (XV), 1828 (XVII) de l'Assemblée générale et résolutions 649 B (XXIII) et 1078 (XXXIX) du Conseil.

culture périmés constituent "l'un des grands obstacles au développement économique, social et culturel"^{209/}. La réforme agraire occupe donc une place prépondérante dans la stratégie du développement^{210/}. A maintes reprises, les pays en voie de développement ont été instamment priés de prendre à cette fin des mesures appropriées et efficaces^{211/}. Ces mesures devraient être prises dans l'intérêt des agriculteurs sans terre, des petits cultivateurs et des travailleurs agricoles et s'accompagner d'un financement suffisant en temps opportun, y compris l'octroi de crédit par l'Etat, une assistance gouvernementale et des moyens de commercialisation et de distribution des produits agricoles, la vulgarisation, les coopératives et les organisations paysannes^{212/}. Un principe important à ne pas oublier est que la réalisation effective des programmes de réforme agraire "dépend, en grande partie, de la jouissance de droits égaux dans les domaines économique, social et politique, y compris le droit d'obtenir une part équitable des avantages offerts par les services publics"^{213/}.

Développement industriel

64. Il est universellement reconnu que l'industrialisation est une condition essentielle d'un progrès accéléré des pays en voie de développement dans les domaines économique et social. Il faut hâter l'industrialisation pour que le taux de plus en plus élevé d'expansion économique de ces pays finisse par dépasser l'accroissement de la population^{214/}. En raison de "l'instabilité des recettes en devises des pays sous-développés, due aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base et de l'activité économique générale des pays plus avancés, il importe tout particulièrement d'encourager l'industrialisation comme partie intégrante des programmes ou plans de développement"^{215/}. L'industrialisation

^{209/} Résolution 1932 (XVIII) de l'Assemblée générale.

^{210/} Résolution 1213 (XLII) du Conseil économique et social.

^{211/} Voir par exemple les résolutions 524 (VI), 625 B (VII), 826 (IX) et 1932 (XVIII) de l'Assemblée générale et 370 (XIII), 1078 (XXXIX) et 1213 (XLII) du Conseil.

^{212/} Résolution 1078 (XXXIX) du Conseil économique et social. Pour des directives et des principes détaillés sur la réforme agraire, voir également les résolutions 524 (VI) et 826 (IX) de l'Assemblée générale et 370 (XIII) du Conseil.

^{213/} Résolution 826 (IX) de l'Assemblée générale.

^{214/} Résolution 1431 (XIV) de l'Assemblée générale.

^{215/} Résolutions 709 A (XXVII) du Conseil et 1431 (XIV) de l'Assemblée générale.

aidera ces pays à diversifier leur économie et leur assurera une structure économique et sociale mieux équilibrée et un taux élevé de développement économique^{216/}. Cette affirmation a été reprise dans la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale où il est reconnu "qu'un secteur industriel dynamique présente une importance stratégique aux fins de diversifier d'une manière générale l'économie des pays en voie de développement, d'élever le revenu par habitant de leur population et d'assurer une structure économique et sociale plus équilibrée"^{217/}.

65. En ce qui concerne la structure de leur industrialisation, les pays en voie de développement devraient tenir compte du fait que le Conseil économique et social a appelé leur attention "sur l'importance qu'il y a à accorder la priorité à l'expansion et à la création d'industries orientées vers l'exportation ..., en tenant compte des possibilités de remplacement des importations qui s'offrent en même temps, et à en faire l'un des objectifs de la diversification de leur industrialisation en vue d'améliorer leur balance des paiements"^{218/}. En d'autres termes, outre les industries de remplacement des importations qui peuvent assurer des économies en devises, des industries offrant des possibilités d'exportation, comme les industries de transformation des métaux et les industries mécaniques, peuvent assurer aux pays en voie de développement de nouvelles sources de recettes en devises moins sujettes aux fluctuations de prix que leurs exportations traditionnelles de produits primaires^{219/}. Il s'ensuit, et il est généralement admis, que le processus d'industrialisation dépend étroitement de l'expansion du commerce extérieur de ces pays^{220/}. Cela implique que l'accélération du développement industriel dans les pays en voie de développement "dépend en grande partie de la coopération internationale la plus large"^{221/}. Ces pays ont notamment besoin de

^{216/} Résolution 1431 (XIV) de l'Assemblée générale. Voir également les résolutions 1515 (XV), 1524 (XV), 1525 (XV) et 1712 (XVI) de l'Assemblée générale et 916 (XXXIV) du Conseil.

^{217/} Voir également les résolutions 2152 (XXI) de l'Assemblée générale et 68 (XXII) de la CEAE0.

^{218/} Résolution 1178 (XLI) du Conseil économique et social.

^{219/} Ibid., voir également la résolution 1081 C (XXXIX) du Conseil économique et social.

^{220/} Résolution 1821 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{221/} Résolutions 2152 (XXI) et 2299 (XXII) de l'Assemblée générale.

l'assistance et de la coopération internationales les plus larges pour résoudre les problèmes techniques, financiers, économiques, commerciaux et sociaux que pose le développement industriel^{222/}. A cette fin, les pays en voie de développement devraient exécuter "des études détaillées de factibilité technique et économique" et élaborer "des projets spécifiques bancables"^{223/}.

66. Dans une résolution relativement ancienne, le Conseil économique et social a mentionné une "industrialisation intégrée à d'autres formes de développement"^{224/}. A cet égard, on a déjà parlé de l'importance, sur laquelle la Conférence de la FAO a notamment appelé l'attention, des activités industrielles qui sont directement liées aux besoins de l'agriculture en matière de facteurs de production, de commercialisation et de transformation^{225/}. De même, on a appelé l'attention sur l'exploitation et l'utilisation efficaces des ressources naturelles des matières premières industrielles, des sous-produits et des nouveaux produits dans les pays en voie de développement pour augmenter leur productivité industrielle et contribuer à diversifier leur économie^{226/}.

67. Enfin, on a souligné avec insistance, notamment à l'échelon régional, la nécessité urgente d'accélérer le développement industriel grâce à la coopération multinationale, sous-régionale et régionale^{227/}. Ainsi, dans une résolution qu'elle a adoptée récemment, la Commission économique pour l'Afrique s'est déclarée consciente du fait que, pour certains grands projets, les économies d'échelle sont impossibles à réaliser dans la plupart des pays en raison de l'exiguïté des marchés

^{222/} Résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale. Pour des suggestions sur la façon dont les pays développés pourraient aider et faciliter le développement industriel des pays en voie de développement, voir Actes de la CNUCED, vol. I, Acte final et rapport, annexes A.III.2, A.III.6 et A.III.7.

^{223/} ONUDI, Rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa première session, résolution 1 (I).

^{224/} Résolution 560 (XIX) du Conseil économique et social.

^{225/} Voir le paragraphe 60 du présent document.

^{226/} Résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{227/} Voir Actes de la CNUCED, vol. I, Acte final et rapport, annexe A.III.8; ONUDI, Rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa première session, résolution 1 (I); et le paragraphe 48 du présent document.

et elle a pris acte de la volonté de ces pays d'accélérer le développement industriel par l'harmonisation des programmes d'industrialisation et l'exécution de projets multinationaux. Elle a ajouté que "la méthode appliquée actuellement, selon laquelle chaque pays fait connaître séparément les possibilités limitées d'investissements dans le secteur industriel, est généralement inefficace et coûteuse et expose les gouvernements au risque d'être exploités"^{228/}.

Energie et ressources naturelles

68. Les ressources naturelles des pays en voie de développement sont à la base de leur développement économique en général et de leur progrès industriel en particulier^{229/}. Etant donné que ces ressources sont limitées et, dans de nombreux cas, épuisables, leur exploitation rationnelle conditionne le développement économique des pays en voie de développement tant dans le présent que dans l'avenir^{230/}. On accorde donc une importance considérable au droit inaliénable de tous les pays d'exercer une souveraineté permanente sur leurs richesses et leurs ressources naturelles dans l'intérêt de leur développement national^{231/}. Comme on l'a déjà indiqué, l'Assemblée générale a cherché à concilier le respect de ce principe et les besoins des pays en voie de développement en capitaux étrangers et autres formes d'assistance pour la mise en valeur de leurs ressources naturelles^{232/}. Pour sauvegarder l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, il est essentiel que l'exploitation et la commercialisation de ces ressources visent à assurer aux pays en voie de développement le taux de croissance le plus élevé possible. Cet objectif, a estimé l'Assemblée générale, "peut être atteint plus facilement si les pays en voie de développement sont en mesure d'exploiter et de commercialiser eux-mêmes leurs ressources naturelles

^{228/} Résolution 153 (VIII) de la CEA.

^{229/} Résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale.

^{230/} Ibid.

^{231/} Voir les résolutions 1314 (XIII), 1803 (XVII) et 2158 (XXI) de l'Assemblée générale, et le paragraphe 19 du présent document.

^{232/} Voir les paragraphes 17 et 43 du présent document. Au sujet de certains principes directeurs, voir également la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

afin de pouvoir exercer leur liberté de choix dans les divers domaines liés à l'utilisation des ressources naturelles dans les conditions les plus favorables"^{233/}.

69. Lorsque la connaissance des ressources naturelles est fragmentaire et insuffisante, comme c'est le cas par exemple en Amérique latine, les pays en voie de développement devraient redoubler d'efforts, dans le cadre d'une action permanente et suivie, pour procéder à l'inventaire et à l'évaluation de ces ressources et renforcer la recherche scientifique et technique dans ce domaine^{234/}. Cela implique, en particulier, que ces pays aient une connaissance complète de leurs ressources hydrauliques. Le Conseil économique a appelé l'attention des gouvernements sur les problèmes urgents que crée la forte demande de ressources hydrauliques dans le monde, provoquée par la pression démographique accrue et les besoins croissants de l'industrie et de l'agriculture^{235/}. Pour utiliser au mieux les ressources hydrauliques, il faut généralement coordonner l'irrigation avec la production d'énergie, la régularisation des eaux, la navigation et l'utilisation des eaux pour les services publics, pour l'industrie, ainsi qu'à d'autres fins. L'aménagement des pâturages et des bassins fluviaux, la lutte contre la pollution, l'exploitation des pêcheries, l'amélioration des pratiques agricoles et le développement industriel sont liés à la mise en valeur des ressources hydrauliques^{236/}. La nécessité "de programmes nationaux et internationaux coordonnés et équilibrés" dans ce domaine apparaît donc clairement^{237/}.

70. Les pays peu développés souffrent également d'une grave pénurie d'énergie, en ce qui concerne notamment les formes d'énergie facilement utilisables. Or l'augmentation de la population, le développement économique et l'élévation du

^{233/} Résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale. Voir également UNESCO, Conférence générale (quatorzième session), résolution 2.23.

^{234/} Résolutions 239 (X) et 245 (XI) de la CEPAL.

^{235/} Résolutions 533 (XVIII) et 599 (XXI) du Conseil économique et social.

^{236/} Résolution 417 (XIV) du Conseil économique et social.

^{237/} Résolution 1033 D (XXXVII) du Conseil économique et social.

niveau de vie exigent un accroissement constant des ressources d'énergie^{238/}. Il est donc important d'exploiter de nouvelles formes d'énergie, en particulier dans les pays insuffisamment développés qui manquent des ressources d'énergie de type classique, nécessaires à leur développement^{239/}. A cet égard, le Conseil économique et social a reconnu que les pays en voie de développement avaient intérêt à être tenus pleinement au courant des applications économiques possibles de l'énergie atomique, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'industrie et de l'agriculture^{240/}. En même temps, les diverses sources d'énergie, classiques ou non, ne sauraient être considérées indépendamment l'une de l'autre dans la perspective du développement économique^{241/}.

^{238/} Résolution 598 (XXI) du Conseil économique et social.

^{239/} Résolutions 779 (XXX) et 885 (XXXIV) du Conseil économique et social.

^{240/} Résolution 653 (XXIV) du Conseil économique et social.

^{241/} Ibid.